ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

3 novembre 2008
8e année
Nº 44

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Le Rapport sur l'agriculture mondiale

Un espoir de sécurité alimentaire pour tous

par Eva-Maria Föllmer et Henriette Hanke Güttinger

Une manifestation organisée par *SWISSAID, Pain pour le prochain, Greenpeace* et *l'Union suisse des paysans* a eu lieu à Berne le 21 octobre dernier. Elle était consacrée à la présentation du *Rapport sur l'agriculture mondiale* (*Evaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement / IAASTD)* commandé par l'ONU et la Banque mondiale et élaboré par quelque 400 scientifiques et experts internationaux, rapport déjà rendu public en avril à Johannesburg.

Ce texte de 2000 pages a été adopté par 60 gouvernements dont la Suisse. La question générale était la suivante: Comment pouvons-nous réduire la faim et la pauvreté, améliorer la vie des paysans, encourager un développement durable social et économique qui soit équitable et écologique en recourant au savoir agricole, à la science et à la technologie?

Ce qui est remarquable, c'est que les experts du Nord prospère y aient collaboré de manière bénévole. La Suisse, à travers la *Direction du développement et de la coopération (DDC)*, a apporté une contribution importante à ce travail grâce à un soutien financier important et à la mise à disposition de quatre collaborateurs.

Les résultats du Rapport sont littéralement révolutionnaires. En effet, les auteurs proposent des moyens réalistes de vaincre la faim dans le monde. Ils demandent d'abandonner l'agriculture industrielle orientée vers le profit et fondée sur les pesticides, les engrais chimiques à haut rendement et le génie génétique au profit d'une agriculture centrée sur le renforcement des petites structures de production agricole et des modes de culture écologiques.

Le professeur *Hans Hurni,* de l'Université de Berne, un des principaux auteurs du Rapport, a fait un exposé sur l'importance des petites exploitations pour l'alimentation de l'humanité. Selon lui, la production mondiale de denrées alimentaires est réalisée aujourd'hui déjà à 40% par des petits paysans. Si l'on créait pour eux des conditions cadres appropriées, ils pourraient multiplier leur production par deux, voire par trois et fournir ainsi les marchés locaux et régionaux de manière suffisante. Cela contribuerait de manière importante à la solution du problème de la faim dans le monde.

Récolte du coton au Mali. Selon l'IAASTD, l'agriculture des pays en développement doit être mieux adaptée aux conditions locales. (Bild helvetas)

Hans Herren, co-président suisse du *Conseil mondial de l'agriculture*, a résumé le Rapport de la manière suivante: «La production industrielle, qui consomme énormément d'énergie et utilise une abondance de produits chimiques, n'est plus d'actualité. L'agriculture doit devenir plus humaine et plus durable. […] La bonne nouvelle est que des techniques de culture adaptées, des recherches orientées vers la pratique et le savoir des familles paysannes permettent de sortir de la crise.» Il a ajouté que les paysans doivent être appréciés à leur juste valeur et rémunérés de manière appropriée pour leur contribution agricole, écologique, sociale et culturelle («multifonctionnalité»). En outre, il faut enfin investir davantage dans l'agriculture: Un franc investi en rapportera quatre si l'on s'y prend correctement.

Ensuite, des représentants de l'*Office fédéral de l'agriculture (OFAG),* de l'*Office fédéral de l'environnement (OFEV),* de la *DDC* et du *Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco)* on discuté avec les quelque 200 participants de la contribution de la Suisse au Rapport qu'ils approuvent. Mais, selon *SWISSAID*, «il s'est bientôt avéré que l'unanimité n'allait pas au-delà de l'estrade. Les paysannes et paysans suisses présents montrèrent, par leurs nombreuses questions critiques, que la politique agricole réelle correspondait encore trop peu aux idées du Rapport. Il s'agit maintenant, en Suisse et dans le monde, de manifester la volonté politique d'appliquer à l'échelle des pays les propositions du Rapport.

Dans son article, *Benedikt Haerlin,* membre du Bureau de l'IAASTD, résume le Rapport. •

ef. C'est en 2002 que l'*International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology of Development* (IAASTD) [*Evaluation internationale des sciences et technologies agricoles au service du développement* (EISTAD)], ou «Conseil mondial de l'agriculture» a été fondé lors du *Sommet mondial sur le développement durable* de Johannesburg. Le travail de l'IAASTD avait été demandé par la Banque mondiale, l'ONU et différents représentants de gouvernements, de la société civile, du secteur privé et d'institutions de recherche du monde entier.

Le Secrétaire général de l'ONU de l'époque, *Kofi Annan,* y avait apporté son soutien en décembre 2003. Outre l'ONU et la Banque mondiale, les pays suivants y ont participé financièrement: USA, Australie, Canada, France, Grande-Bretagne, Irlande, Suède et Suisse ainsi que l'UE.

Les firmes agrochimiques *Monsanto, Syngenta* et *BASF* se sont retirées avant la fin des travaux en raison des critiques formulées à l'encontre du génie génétique.

Les Etats-Unis, le Canada et l'Australie n'ont pas signé le rapport final à cause de la critique de l'ouverture trop rapide des marchés.

Rapport sur l'agriculture mondiale: des solutions à la crise alimentaire

*par Benedikt Haerlin**

Le *Conseil mondial de l'agriculture* de l'ONU demande un changement de paradigme car seul un tournant dans la politique agricole et la recherche agronomique – en direction de petites structures paysannes, de technologies adaptées et de répartition équitable des terres et des ressources – peut assurer la sécurité alimentaire mondiale sans détruire les bases écologiques de l'agriculture.

Le cri d'alarme lancé par le *Conseil mondial de l'agriculture* à travers l'*International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD)* tombe à pic. Lorsque en avril dernier, l'explosion des prix de certaines denrées a fait pour la première fois la une des journaux, des scientifiques de toutes disciplines et de tous pays ont dressé la liste complète des erreurs du passé, des impératifs écologiques et sociaux du présent et des options d'avenir adéquates pour la politique de recherche et de développement de l'agriculture. L'élaboration du Rapport, qui a tenté pour la première fois d'impliquer la totalité des acteurs, a duré 5 ans. «Comment pouvons-nous réduire la faim et la pauvreté, améliorer les moyens de subsistance des populations rurales, encourager un développement durable équitable et socialement, écologiquement et économiquement rationnel en recourant au savoir agricole, à la science et à la technologie?»

Un Bureau de 30 représentants gouvernementaux et de 30 représentants de la société civile (ONG, paysans, consommateurs et industrie) a longuement débattu de tous

Suite page 2

* *Benedikt Haerlin* est membre de la fondation «*Zukunftsstiftung Landwirtschaft*» et du Bureau de l'IAASTD, Marienstrasse 19–20, D 10117 Berlin, tél. +49 30 275 903 09, *haerlin@zs-l.de*

Idées principales du Rapport

- Pour faire face aux défis de l'avenir, un changement radical et systématique de la recherche, du développement et de la pratique agronomiques est nécessaire.
- Les agrocarburants ne constituent pas une option supportable. Ils doivent être remplacés par des modes de production d'énergie (électricité et chaleur) bio intégrés, décentralisés et plus efficaces. La transformation de surfaces agricoles alimentaires en surfaces destinées à la production d'agrocarburants n'est pas acceptable.
- Les pays les plus pauvres et les paysans les plus démunis sont les perdants de la globalisation et de la libéralisation du commerce agricole.
- Le génie génétique apporte actuellement plus de problèmes que de solutions et fait que la recherche se concentre sur les produits brevetables.
- Les droits de propriété intellectuelle et les demandes concernant ces droits, en particulier en matière de semences, peuvent avoir une influence très négative sur la liberté de la recherche et la diffusion du savoir.
- La recherche et développement publique doit être sortie de sa tour d'ivoire universitaire et renforcée. Il faut répondre aux questions que posent les agriculteurs et associer ceux-ci au développement.
- La nécessité écologique et économique de réduire les émissions de gaz à effet de serre implique des révolutions technologiques et des mesures drastiques.
- Le facteur déterminant de la lutte contre la faim ne consiste pas dans l'augmentation de la productivité à tout prix mais dans la disponibilité des denrées alimentaires et de leurs moyens de production sur place.
- Les petites structures agricoles sont les meilleurs garants de la sécurité alimentaire locale et de l'autosuffisance alimentaire régionale et nationale. Il convient de reconnaître et d'encourager leur multifonctionnalité (écologique et sociale).
- Le Rapport mentionne les domaines suivants d'investissements dans la recherche agricole et les technologies durables:
- Culture de plantes résistant mieux à la chaleur et aux nuisibles,
- Evaluation financière et non financière des mesures environnementales,
- Substituts aux produits agrochimiques,
- Réduction de la dépendance du secteur agricole par rapport aux combustibles fossiles.

Sources:

Rapport complet, qui paraîtra sous forme de livre en 2009

Résumé du Rapport: www.agassessment.org/docs/Global_SDM_050508_French.pdf

Communiqué de presse commun de *Swissaid, Pain pour le prochain, Greenpeace* et de l'*Union suisse des paysans*

Un changement radical est nécessaire – et possible !

Des organisations paysannes, environnementales et de coopération au développement demandent à la Suisse de réagir

Berne/Lausanne, le 21 octobre 2008. L'agriculture mondiale doit devenir écologique et mettre davantage les petits paysans au centre de ses préoccupations. Car l'agriculture industrielle a déjà détruit un tiers des terres cultivables. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra remédier à l'actuelle crise alimentaire et à la faim. Ces recommandations, contenues dans le *rapport sur l'agriculture mondiale*, doivent être mises rapidement en œuvre par la Suisse par des mesures concrètes. C'est ce que demandent *Swissaid*, l'*Union suisse des paysans*, *Pain pour le Prochain* et *Greenpeace*. Avec un accent particulier sur l'approvisionnement des marchés régionaux, le renoncement à la technologie génétique ainsi qu'un moratoire sur les agrocarburants.

«L'agriculture industrielle qui nécessite une grande quantité d'énergie et de produits chimiques est dépassée. L'agriculture doit devenir plus humaine et durable ». C'est ainsi que *Hans Herren*, co-président suisse du Conseil mondial de l'agriculture, a résumé mardi, au cours d'une conférence de presse, les résultats du rapport sur l'agriculture mondiale IAASTD[1] présenté en avril. «La bonne nouvelle est qu'il est possible de trouver des voies pour sortir de la crise grâce à des techniques agricoles adaptées, une recherche orientée vers la pratique et en tenant compte des savoirs existant au sein des communautés paysannes. »

A l'invitation de *Swissaid*, *Pain pour le Prochain, Greenpeace* et l'*Union suisse des paysans,* Hans Herren a présenté les principales recommandations du rapport devant le directeur de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) *Manfred Bötsch* et des représentants de la DDC, de l'Office fédéral de l'environnement et du SECO. Les faits sont clairs: la libéralisation du commerce, le fait d'avoir négligé l'agriculture et la crise alimentaire qui en a résulté ont dramatiquement porté à quelque 925 millions le nombre de personnes victimes de la faim dans le monde. Il faut maintenant une véritable volonté politique pour s'engager à mettre en œuvre les recommandations du rapport sur l'agriculture mondiale – en Suisse aussi!

Ce rapport qui est le fruit du travail mené durant quatre ans par quelque 400 scientifiques et experts internationaux recommande un changement radical de la production agricole mondiale. L'accent ne doit plus être mis en priorité sur une production de masse industrielle, laquelle a déjà détruit un tiers des terres agricoles. On doit désormais se recentrer sur une production agricole paysanne, des méthodes de culture écologiques, orientée vers les marchés régionaux.

Pour *Swissaid*, *Pain pour le prochain, Greenpeace* et l'*Union suisse des paysans,* le rapport confirme ce que ces organisations recommandent depuis des années: à savoir une agriculture écologique, durable et paysanne, destinée avant tout à une consommation locale et régionale. Acheter local, de saison et équitable: c'est de cette manière que les consommatrices et les consommateurs suisses peuvent apporter leur contribution pour résoudre la crise alimentaire. Les quatre organisations demandent aux autorités suisses de prendre les mesures concrètes suivantes:

- La mise en œuvre du droit à l'alimentation dans le monde entier doit avoir la priorité sur le libre-échange. La Suisse doit apporter une attention toute particulière à cet aspect dans le cadre des accords de libre-échange.
- Les accords de libre-échange ne doivent pas nuire au droit de la Suisse à une politique agricole propre, décidée démocratiquement ainsi qu'à sa souveraineté alimentaire. Dans l'autre sens, la Suisse doit également accorder ce droit aux autres Etats.
- Par un moratoire de cinq ans sur les importations d'agrocarburants, la Suisse doit tirer les conséquences de la dramatique situation actuelle: le boom des agrocarburants fait de la concurrence à la production de denrées alimentaires, aggrave la faim dans le monde, la dégradation de l'environnement et conduit à des violations des droits humains ainsi qu'à l'expulsion de petits paysans de leurs terres.
- Par une prolongation du moratoire sur les OGM, la Suisse doit assurer une production durable, écologique et variée de denrées alimentaires qui soient bonnes pour la santé. •

Avoir le droit de produire pour sa propre population

par Josef Dissler, vice-président de l'Union suisse des paysans, Wolhusen

Les experts du *Conseil mondial de l'agriculture* demandent une agriculture paysanne multifonctionnelle orientée vers la production durable en lieu et place d'une production de masse industrielle fondée sur les monocultures. N'avez-vous pas aussi le sentiment que ces petits malins considèrent notre agriculture suisse comme un idéal?

Pour moi, en tant qu'agriculteur, le *Rapport sur l'agriculture mondiale* montre surtout une chose: l'agriculture suisse est sur la bonne voie. 98% de nos exploitations remplissent au moins les «prestations écologiques requises» et un bon 10% obéissent aux directives de la production biologique. Certes, dans le domaine de l'écologie, des améliorations sont possibles, mais dans l'ensemble, nous faisons bonne figure. Nos exploitations familiales fournissent, outre des denrées alimentaires durables, des prestations multifonctionnelles pour la communauté. Je songe ici à nos paysages variés et aux régions de montagne de grande valeur touristique. Les familles paysannes contribuent également aux activités économiques et sociales dans les régions rurales. Enfin notre production est adaptée à cent pour cent aux besoins des populations locales. Nous ne produisons pas de marchandises en masse bon marché, mais de la bonne qualité à des prix équitables. Nous produisons aussi des spécialités pour les consommateurs exigeants. Notre marché local demande les deux.

Toutefois, notre gouvernement n'est pas satisfait. Il prévoit une autre stratégie pour l'agriculture suisse, notamment dans le cadre du libre-échange agricole planifié avec l'UE. La souveraineté alimentaire et l'approvisionnement de la population passent à l'arrière-plan. L'agriculture suisse doit plutôt satisfaire les envies de luxe des marchés étrangers à fort pouvoir d'achat et en contrepartie la population suisse se voit offrir davantage de produits alimentaires bon marché provenant de l'étranger. Nous voulons que notre agriculture produise pour l'exportation dans des conditions sociales et écologiques strictes, en respectant les animaux, et nous importons souvent des produits étrangers fabriqués dans des conditions de travail discutables et selon des normes laissant à désirer. Ce n'est pas ce que veulent les paysans suisses. Et, il est évident que ce n'est pas la voie proposée par le Rapport du *Conseil mondial de l'agriculture.*

Nous demandons au gouvernement et à l'Administration suisses de lire attentivement ce Rapport et de remettre en question leurs projets concernant l'avenir de notre agriculture. La Suisse, comme tous les autres pays, doit avoir le droit de mener une politique agricole à elle et de produire de la nourriture saine et sûre pour sa population, selon la devise «penser globalement et agir localement».

Une sortie de la crise alimentaire est possible – le droit à l'alimentation est valable aussi pour le commerce

par Miges Baumann, chef de la politique de développement au sein de «Pain pour le prochain»

Le droit à l'alimentation est un droit humain internationalement reconnu. Mais pour plus de 900 millions d'hommes ce n'est pas plus qu'un vœu pieux. Au début de l'année, les augmentations de prix des aliments de base ont fait descendre dans les rues surtout les pauvres des villes. Les dessous de cette crise ne sont pas nouveaux et ont leur origine dans les décennies de déréglementation des politiques économiques, un délaissement de l'agriculture nationale dans le Sud et le manque de recherches sur le plan de l'agriculture paysanne.

Le FMI et la Banque mondiale ont imposé depuis les années 70 des réformes rigoureuses en faveur de la libéralisation et d'une adaptation structurelle, renforcées par les règles de l'OMC et des accords de libre-échange et d'investissements.

Beaucoup de pays en développement ont dû par conséquent abandonner d'importants instruments de protection de leur agriculture et de stabilisation des prix. Ils ont été forcés à ouvrir leurs marchés, à permettre aux investisseurs étrangers l'accès au pays et à dissoudre les stocks stratégiques de denrées alimentaires. Cela a ouvert toute grande la porte à l'industrie agroalimentaire mondialisée et aux affaires spéculatives dans les matières premières et les finances. Les marchés locaux sont submergés par des produits agricoles subventionnés en provenance des pays industrialisés. Au lieu de produire des denrées alimentaires pour les marchés locaux, on produit des produits agricoles et des matières premières pour les pays industrialisés. Ainsi environ 70% de tous les pays en voie de développement sont devenus des importateurs net de denrées alimentaires et sont absolument à la merci des prix du marché mondial. Ensemble avec beaucoup d'autres organisations, «Pain pour le prochain» se porte garant que le droit de l'homme à l'alimentation ait la priorité devant le libre-échange. Les pays particuliers doivent être en mesure de garantir la sécurité alimentaire et l'autosuffisance par des mesures appropriées.

- La Suisse reconnaît l'universalité et l'impartialité des droits humains. Par conséquent, elle doit déployer toutes ses forces – sur le plan national et international – afin que les droits humains économiques, sociaux et culturels et en particulier le droit à l'alimentation puissent être imposés.
- Les traités de libre-échange ne doivent pas miner le droit à une politique agricole démocratique et propre au pays. Ce droit vaut pour tous les pays (aussi pour la Suisse). Par conséquent la Suisse doit également respecter ce droit envers les autres Etats – par exemple lors des négociations de traités de commerce bilatéraux, qui se font en ce moment avec l'Inde.

La Suisse doit faire valoir son influence et son droit de vote dans les organisations financières internationales et dans l'OMC en faveur du droit à l'alimentation.

«Rapport sur l'agriculture mondiale: …»
suite de la page 1

les aspects de cette question. C'est avec un soin égal – dans le souci d'une répartition équilibrée des sexes, de l'origine régionale, de la compétence et de la discipline – qu'il a procédé au choix des 400 auteurs qui ont répondu à la question ci-dessus sur plus de 2000 pages. L'hypothèse de base était que ce sur quoi des entités aussi différentes que les gouvernements des Etats-Unis, de l'Iran et de la Chine, *Syngenta* ou *Greenpeace* tomberaient d'accord aurait des chances d'être réalisé. Un accord décisif obtenu dès le départ facilita le processus: il ne s'agissait pas d'évaluer les chances de réussite et les risques de technologies données mais de trouver les meilleures solutions aux problèmes que les personnes concernées avaient formulés dans le monde entier au cours de nombreuses consultations. En effet, il y a un fossé entre la question «Dans quelle mesure le génie génétique peut-il contribuer à lutter contre la faim?» et «Quelles sont les principales causes de la faim et quelles options sont les plus prometteuses pour les combattre?» Cette procédure a eu pour résultat que le génie génétique, par exemple, n'occupe guère de place dans le Rapport et que la consommation irresponsable d'énergie et l'utilisation également irresponsable de pesticides ont été identifiés comme deux des obstacles les plus graves au développement durable. Dans l'analyse coût-profit effectuée par les scientifiques, les mesures pratiques se sont avérées supérieures à la recherche en haute technologie et aux marchés globaux. Aussi faudrait-il améliorer systématiquement les possibilités de formation et de crédit pour les femmes et ouvrir des marchés locaux. D'autres mesures consistent notamment à diffuser des techniques adaptées et efficaces ainsi qu'à utiliser et à développer les savoir-faire locaux traditionnels.

Souveraineté alimentaire et multifonctionnalité

Selon les scientifiques, on ne peut lutter durablement contre la faim et la pauvreté qu'au plan local. L'amélioration des rendements obtenus par des petits paysans dans des endroits désavantagés est très supérieure aux possibilités de l'agriculture industrielle. Seule une augmentation du rendement réalisée au plan régional permet une amélioration réelle de la sécurité alimentaire sur place. En revanche, une simple augmentation de la productivité chasse fréquemment les hommes de leurs terres, lesquelles sont alors rachetées par des investisseurs disposant de capitaux importants dans le but d'exporter les produits. Pour la première fois, un rapport de l'ONU et de la Banque mondiale définit et propage, à côté de la notion de sécurité alimentaire, celle de souveraineté alimentaire en tant que droit des hommes et des Etats souverains à déterminer démocratiquement leur politique agricole et alimentaire. Cela signifie l'abandon du productivisme des décennies passées. En négligeant les coûts sociaux et économiques, celui-ci place l'optimisation industrielle des rendements à l'hectare au-dessus de tout, notamment au-dessus de la qualité de vie. Egalement «révolutionnaire» est la reconnaissance de la multifonctionnalité de l'agriculture: elle n'est pas un système où il s'agit uniquement de savoir quelle quantité sera produite et à quel prix. L'agriculture apporte un large éventail de services: maintien et entretien des ressources naturelles, de l'identité sociale et culturelle, des moyens d'existence économique; santé et loisirs. Ce n'est que lorsque le produit total est bon que le développement de l'agriculture est durable.

Finalement, le Rapport parvient aux mêmes conclusions en matière de savoir et de technologie que pour l'alimentation: les ressources sont là et le seul problème est celui de leur répartition. Il faut concentrer les investissements sur le savoir disponible au lieu de consacrer des milliards à des domaines marginaux dont l'effet sur l'alimentation est marginal. La recherche devrait être faite pour et par ces centaines de millions de petits paysans qui doivent lutter pour leur survie avec peu de terres, sans capital et au prix d'un dur travail. Ce n'est pas seulement une question de justice sociale mais d'utilisation la plus efficace possible des moyens disponibles afin de résoudre les problèmes alimentaires et environnementaux de notre siècle. Il est dommage – mais non surprenant – que l'industrie agroalimentaire et du génie génétique se soient retirées du projet. Dommage également que les gouvernements des Etats-Unis, du Canada et de l'Australie n'aient pas approuvé le Rapport. Cela ne nuit pas aux vérités qu'il énonce mais à sa difficile reconnaissance. Même s'il ne satisfait pleinement personne, il indique des solutions possibles à la crise. •

Source: *Ökologie und Landbau* nº 148, 4/2008
(Traduction *Horizons et débats*)

Réflexions suisses sur les listes noires et le fouet allemand

Quiconque menace l'autre du fouet le considère comme un sous-homme

me. Quand le ministre allemand des Finances, *Peer Steinbrück,* parle comme il l'a fait récemment, ce n'est pas une initiative personnelle. Il agit selon un plan savamment élaboré depuis longtemps et d'ailleurs connu de la Suisse. *Horizons et débats* y a fait allusion au mois d'août au moyen d'une caricature (reproduite ci-contre) et a prévu que la démarche suivante aurait lieu en octobre (cf. *Horizons et débats* nº 33 du 18 août 2008*)

Et en effet, après d'innombrables piques et provocations de la part de l'Allemagne, voilà que Steinbrück, précisément pendant le mois d'octobre, menace la Suisse du fouet et de l'inscription sur la liste noire de l'OCDE. La Suisse n'a pas tardé à convoquer l'ambassadeur d'Allemagne au Ministère suisse des Affaires étrangères et Steinbrück a riposté aussitôt. Les relations entre les deux pays n'ont jamais été aussi tendues depuis 65 ans.

L'affaire n'a rien à voir avec la crise financière. Celle-ci n'a fait que retarder un peu les attaques. Steinbrück et ceux qui agissent dans les coulisses sont décidés à continuer. Eh bien, qu'ils le fassent! D'autres grandes gueules se sont déjà cassé les dents. Il y a des Suisses qui se souviennent encore parfaitement d'Hitler, qui fut qualifié de «plus grand général de tous les temps» et du bruit causé par les bottes allemandes outre-Rhin. Nous nous rappelons aussi très bien encore les fouets des officiers supérieurs SS. Les membres du gouvernement allemand qui n'hésitent pas à avoir recours, aujourd'hui, à de telles formules historiques ne font que confirmer l'image que la situation nous inspire.

Quant aux listes noires, précisons ceci: Du temps des anciens Romains, elles contenaient les noms des ennemis politiques devant être assassinés. Des listes semblables furent dressées, du temps des nazis, par exemple par *Reinhard Heydrich* et elles contenaient, entre autres, les noms d'*Ernst Röhm* et du chancelier du Reich *von Schleicher.* Tous les deux furent en effet

assassinés. A l'époque, on employait le terme de «liste noire» également pour désigner les dossiers qui énumeraient les «écrits nuisibles et indésirables» qui furent brûlés lors des autodafés de mai et de juin 1933.

La liste noire de l'OCDE est à vrai dire une liste du GAFI (*Groupe d'action financière sur le blanchiment d'argent*). Ce groupe d'experts a été installé lors du sommet du G7 du juillet 1989, à Paris, avec pour mission d'analyser les méthodes du blanchiment d'argent et de proposer des moyens pour les combattre. Actuellement le GAFI est une institution interétatique visant à lutter contre le blanchiment d'argent et dont le siège permanent est auprès de l'OCDE à Paris.

Cette liste est intitulée «Liste actuelle des pays et territoires non coopératifs» («Liste PTNC»). Or, il y figurait des pays qui s'opposaient à des règles juridiques contre le blanchiment d'argent. On y trouvait – à côté de différentes îles à pirates ou «paradis offshore» qui, à l'époque, sans poser trop de questions, offraient l'asile à n'importe quels fonds de n'importe quelle provenance – des Etats tels que la Russie ou la Principauté de Monaco.

Aujourd'hui, cette liste est vide. Oui, vide. En d'autres termes: Il n'existe aucun pays qui serait surveillé actuellement par le GAFI. La dernière liste date du 17 octobre 2007 et on en a rayé les derniers pays qui y figuraient encore: Birmanie, Nigeria et Nauru, île du Pacifique Sud.** Toute allusion à cette liste est devenue ridicule mais le processus lui-même ne l'est pas.

La Suisse, qui avait introduit, du temps de la conseillère fédérale *Kopp* déjà, des lois contre le blanchiment d'argent qui sont devenues une norme mondiale, n'a rien à se reprocher de ce côté-là. Au contraire: Des experts suisses du blanchiment affirment depuis plus de deux ans lors d'entretiens privés que de nombreuses requêtes du fisc allemand adressées à l'entraide judiciaire suisse sont louches. Il s'agit de cas fictifs, voire de mensonges, que les autorités allemandes avancent dans le seul but de savoir quels citoyens allemands possèdent un compte bancaire en Suisse. Ces requêtes sont presque aussi malhonnêtes que les demandes américaines de renseignements sur des «terroristes» résidant en Suisse.

Mais revenons aux attaques allemandes.

Il ne faut pas nous laisser troubler par quelques voix allemandes isolées qui nous parviennent sur un ton sucré et qui vont jusqu'à critiquer Steinbrück à doses homéopathiques. On connaît en Suisse aussi le jeu du méchant et du gentil policier. Nous sommes des enfants de la montagne, il est vrai, mais nous ne sommes pas naïfs.

Celui qui menace son voisin du fouet voit en lui un «sous-homme» ou un valet. La meilleure réponse de notre Ministre des Affaires étrangères à ceux qui tirent les ficelles dans le dos de Steinbrück serait sans doute: «Avez-vous besoin, vous autres Allemands, d'un bon coup de poing sur la gueule, ou quand allez-vous enfin apprendre, avec votre esprit de dominateurs, à vous comporter en bons voisins? Si Steinbrück aime le fouet, qu'il aille dans un établissement spécialisé!»

Calmy-Rey a raison quand elle dit que l'Allemagne ne doit pas déclarer la guerre à la Suisse pour la seule raison que ses caisses sont vides. Il serait plus facile d'apprendre de la Suisse comment diriger un pays selon les règles de la démocratie directe et dans le respect des libertés, avec peu d'impôts, peu de corruption, peu de chômage et sans politique étrangère agressive.

Il est certain que la Suisse ne cédera pas. •

* *www.Zeit-Fragen.ch/fileadmin/bilder/karikatur-gross.jpg*

** *www.fatf-gafi.org/dataoecd/14/11/39552632.pdf*

L'agressivité n'aidera pas à résoudre les problèmes sociaux

Ce qu'il faut penser des attaques du ministre des Finances allemand contre la Suisse

par Karl Müller

En tant qu'Allemand, on peut au moins être partiellement satisfait des réactions de nos compatriotes aux menaces massives de notre ministre des Finances contre la Suisse. *Peer Steinbrück* (SPD) veut, en réclamant justice à cor et à cri, faire inscrire la Suisse sur la «liste noire» des pays de l'OCDE permettant l'évasion fiscale.

Sur son site Internet, le quotidien allemand «Die Welt» voulait savoir si la Suisse devait être condamnée en tant que «paradis fiscal». Au soir du 23 octobre, on n'y a trouvé cependant que des réponses critiques. Personne ne soutenait cette suggestion.

Dans les réactions des Allemands, on pouvait notamment lire que le Suisse n'aime pas du tout qu'on lui parle sur un ton agressif: «Dans un tel cas, il ferme la porte attend que ça passe et qu'on l'aborde avec respect.» Et la même lectrice d'ajouter: «Personnellement, je ne peux pas prendre au sérieux un personnage autoritaire qui n'a pas fait ses preuves. J'ai vraiment peur quand je vois qui nous gouverne. Au lieu de tant critiquer les paradis fiscaux, Monsieur Steinbrück serait bien avisé de réorganiser de manière compétente le chaos fiscal qui règne en Allemagne. Comme le dit un proverbe chinois: «Si chacun balayait devant sa porte, le monde serait propre.»

Un autre lecteur écrit: «Je trouve tout à fait inadmissible et honteux que des pays comme la Suisse soient qualifiés de paradis fiscaux. La Suisse respecte la protection des données et les droits de ses citoyens. Le fait qu'ici, en Allemagne, ces droits n'aient plus cours en dit long. Pourquoi notre gouvernement fait-il si peu de choses contre la fraude fiscale dans notre pays? Non, on préfère montrer du doigt d'autres pays. Incapables de résoudre nos propres problèmes nous faisons porter le chapeau à d'autres.» Un autre lecteur écrit: «Les déclarations comme celles de Monsieur Steinbrück ne prouvent pas l'existence d'Etats voyous en matière de politique fiscale. Elles révèlent plutôt l'effroyable incompétence et la prétention des politiciens allemands.» Finalement, un quatrième lecteur écrit ceci: «En Suisse, les citoyens peuvent décider librement par les urnes de leur système fiscal et ils sont suffisamment responsables pour le faire. Les retraites y sont garanties et on s'efforce de gérer les finances en tenant compte de la population qui peut à tout moment faire basculer par référendum des projets de lois insensés. Je souhaiterais tellement que cette liberté civique arrive en Allemagne. Une tempête secouerait le pays.»

Il n'y a rien à ajouter à cela.

Sinon qu'il est particulièrement grotesque qu'un ministre des Finances se livre à de telles attaques contre un pays voisin au moment même où l'injustice qui règne chez nous est attestée: «Les différences de revenus et la proportion de pauvres dans la population a, ces dernières années, augmenté nettement plus vite que dans la plupart des autres pays de l'OCDE». C'est ce qu'on peut lire dans un communiqué de presse du centre berlinois de l'*Organisation de coopération et de développement économiques* daté du 21 octobre. Il résume les résultats d'une étude internationale de l'OCDE. On peut y lire également qu'en Allemagne, la proportion des personnes qui vivent dans une relative pauvreté se situe au-dessus de la moyenne de l'OCDE tandis qu'au début des années 90, celle-ci se situait environ à un quart au-dessous de cette moyenne.

En Allemagne, entre 2000 et 2005, l'inégalité des revenus et la pauvreté ont «augmenté plus vite que dans tous les autres pays de l'OCDE».

L'accroissement des différences de revenus est dû d'une part «à l'augmentation disproportionnée des revenus élevés depuis le tournant du millénaire». Les revenus élevés ont connu une ascension plus rapide que les faibles revenus. D'autre part, la proportion des ménages au chômage dans la population est passée de 15,2% en 1995 à 19,4% en

Suite page 4

La Croix-Rouge allemande: Des enfants souffrent de la faim en Allemagne

De plus en plus souvent, des enfants en Allemagne doivent rester huit heures ou plus sans nourriture, car leurs parents n'arrivent ni à préparer un petit déjeuner ni à trouver l'argent pour les repas dans les écoles pendant toute la journée. La conséquence: Ces enfants ont des difficultés à se concentrer à l'école et souvent ils sont soit nourris insuffisamment soit obèses par le «fast food» et les sucreries. La *Croix Rouge allemande* attire notre attention à ce fait lors du jour de l'alimentation mondiale.

«On a de la peine à imaginer qu'en Allemagne, nous avons le problème d'enfants qui ont faim. Mais nous recevons de plus en plus de tels messages des garderies de la Croix-Rouge ou des initiatives dispensant le repas de midi gratuit», dit *Clemens Graf von Waldburg-Zeil,* secrétaire général de la Croix-Rouge allemande. «Dans ce pays de la surabondance beaucoup d'enfants sont mal ou insuffisamment nourris.»

14% de tous les enfants viennent de milieux pauvres. Presque six millions d'enfants et d'adolescents vivent avec des parents ayant un revenu annuel net de moins de 15 300 euros. Environ deux millions d'enfants grandissent dans des foyers surendettés.

«Il y a naturellement des parents ayant un revenu minime qui renoncent eux-mêmes aux repas plutôt que de d'en priver les enfants. Ça ne va pas», dit Graf Waldburg. Mais si les parents sont dépassés par cette situation, les enfants ont faim ou alors s'en tirent à l'aide de «fast food» ou de sucreries. La conséquence en est une mauvaise alimentation ou l'obésité par excès de sucre, de sel et de graisses.

S'y ajoute que les enfants et adolescents vivant dans des familles pauvres grandissent souvent dans des quartiers difficiles et qu'ils ont peu d'accès à des activités favorisant le mouvement et le développement.

La Croix-Rouge allemande exige de poursuivre la création d'écoles à journée continue et de multiplier les offres de surveillance gratuites pendant toute la journée – repas de midi gratuit inclus. «Il est inacceptable que des enfants doivent renoncer au repas de midi à cause des frais», dit Graf Waldburg.

La Croix-Rouge allemande entretient environ 1200 centres d'accueil de jour pour les enfants avec environ 90 000 places, et 100 institutions pour l'encadrement des jeunes.

Pour de plus amples informations:
Familienhilfen im Deutschen Roten Kreuz,
Projekt «Kindermittagstisch für kleine Marzahner», Berlin;
Projekt «Tischlein deck dich»; Boizenburg

Source: Communiqué de presse de la Croix-Rouge allemande du 20/10/08

«L'agressivité n'aidera pas ...»
suite de la page 3

2005. Une personne sur cinq vit donc en Allemagne d'allocations de chômage ou d'autres aides de l'Etat.

L'OCDE écrit également qu'en Allemagne, la pauvreté des enfants a augmenté «cinq fois plus vite que la moyenne de l'OCDE».

A propos des mesures étatiques, on lit que «le système de redistribution allemand ne vise guère à éviter la pauvreté». Cela veut dire que l'argent des impôts affecté année après année au budget social n'est pas dépensé de manière particulièrement efficace.

En revanche, des centaines de milliards sont plus rapidement et «plus efficacement» mis à la disposition du monde de la finance. Mais «plus efficacement» pour qui? *Friedhelm Hengsbach,* éthicien social catholique de renom, a confirmé le 22 octobre dans un article paru dans la «Frankfurter Rundschau» que les citoyens ne bénéficieront pas de ces milliards. Le gouvernement allemand «a cédé au chantage des élites financières allemandes. Le plan de sauvetage de 500 milliards d'euros a été concocté avec les directeurs des méga-banques privées. […] L'incendiaire conduit le camion des pompiers. […] Je souhaiterais un autre modèle de gestion des crises. Car avant que la Chancelière n'en vienne à fixer le cadre réglementaire, la Bourse se réjouit vivement: Le capitalisme financier est mort. Vive le capitalisme financier!»

Quand on fait le rapprochement entre les nouvelles attaques contre la Suisse et le désastre social dans notre pays, la question suivante s'impose: L'agressivité allemande contre l'étranger augmente-t-elle parallèlement à l'aggravation de la situation sociale à l'intérieur du pays?

Malheureusement, les historiens ne connaissent que ce genre de phénomène qui a marqué les chapitres sombres de l'histoire allemande et les fantasmes insensés liés à cette politique. Cela finit toujours par un effondrement total.

Malheureusement, l'agressivité allemande contre l'étranger réapparaît aujourd'hui et se fait de plus en plus effrontée. Pas seulement contre des pays comme l'Afghanistan où l'on mène une guerre effroyablement hypocrite en avançant l'argument de la «gestion du terrorisme» [cf. Christoph R. Hörstel, *Brandherd Pakistan. Wie der Terrorkrieg nach Deutschland kommt*, 2008, ISBN 978-3-89706-841-4], mais aussi contre un voisin et cela en dépit de la volonté de la population!

Donnons pour terminer la parole à un Suisse qui s'est exprimé également sur le site de «Die Welt»: «Steinbrück est en tout cas pour moi le symbole de l'Allemand arrogant, tyrannique et persuadé de sa grande intelligence. Heureusement qu'il y a chez nous de plus en plus d'Allemands qui nous prouvent que Steinbrück n'est pas un ‹Allemand moyen›. Du moins je l'espère.» •

Le taux directeur suisse pris en tenailles par l'Amérique

«Economic Hit Men» en Suisse?

mbü. Il y a des guerres avec des armes, mais il y aussi des guerres économiques. Comment on les met sur les rails et comment on les mène, *John Perkins,** l'a décrit de manière impressionnante. Il s'y connaît bien, étant lui-même un ancien «Economic Hit Man» (assassin financier) qui avait été en route pour la haute finance en Indonésie, au Panama, en Colombie et en Arabie Saoudite. Il était économe en chef et spécialiste économique de la société de consultants *Main* de Boston qui, depuis, n'existe plus. Il a établi des pronostics extrêmement positifs pour le développement économique de pays émergents du tiers monde. Séduit par la perspective d'un boom économique, ces pays devaient construire des barrages, des centrales énergétiques, des autoroutes, des ports et des aéroports. Comme ils n'étaient pas capables de construire par leur propre force, on leur a offert des crédits généreux de plusieurs milliards. Des entreprises américaines étaient chargées des travaux. Des membres de gouvernement méfiants ont été soudoyés. Ainsi, ces pays se retrouvaient très vite criblés de dettes et ils étaient prêts au chantage. En faisaient partie: le contrôle de leur voix à l'ONU, la construction de bases militaires ou l'accès à des matières premières importantes. Camouflés en aide au développement, les crédits rendaient les débiteurs politiquement et économiquement dépendants des USA. Aucune goutte de sang n'a coulé, il n'a fallu aucune invasion, ni guerre, ni coup d'Etat sanglant. Vu de l'extérieur, tout se passait tout à fait paisiblement.

John Perkins a fait son travail dans les années 70, il n'en est pas autrement aujourd'hui. Au contraire, les assassins financiers ont encore progressé. Le livre de John Perkins est paru en 2004. Pendant des semaines, il a été en première position sur la liste du «New York Times» des livres les plus vendus. Cette commercialisation ne rend pas justice à ses descriptions, car cela le met au rayon du roman d'action. Ses confessions sont impressionnantes et méritent d'être prises au sérieux. Lisez son livre! On comprend alors pourquoi tant de pays peinent à se relever économiquement, pourquoi les populations deviennent de plus en plus pauvre et pourquoi elles sont toujours plus affamées en raison des prix actuels des denrées alimentaires.

Et aujourd'hui?

Que fait un empire qui mène des guerres coûtant des milliards? Le peuple doit être maintenu dans de bonnes dispositions – avec de l'argent. L'argent coule à flot. Des crédits sont donnés pour la construction de maisons, pour des aménagements, pour des voitures, des crédits pour la formation, pour des voyages de vacances. Ainsi l'économie marche – une économie de guerre. Bientôt ces crédits passent d'une banque à l'autre, changent de nom, sont mélangés, reçoivent un nouvel emballage et deviennent des valeurs structurées à fort rendement. Tout le monde se les arrache pour participer à cette manne financière, car ces nouveaux produits ont un très haut rendement. Des agences de «rating» ont témoigné de leur sécurité. Les banquiers bien formés aimaient les vendre dans le monde entier, ils ont persuadé des clients et ont introduits ces papiers dans les fonds et les caisses de pension. Eux-mêmes se sont également servis de cette manne et ont encaissé des milliards sous forme de bonus. Les banques, avec leur réseau mondialisé, ont diffusé ces papiers dans le monde entier.

Avec ces valeurs dites structurées actuellement sans valeur marchande, le monde entier finance les guerres de l'Amérique. Ces valeurs structurées étaient aussi très prisées en Suisse. Maintenant, elles menacent l'économie nationale. Le Conseil fédéral a décidé de sa propre gouverne de déposer les papiers sans valeur d'une grande banque dans une société aux îles Cayman. La *Banque nationale suisse* se procure l'argent à la Banque centrale américaine. La Suisse doit donc payer des intérêts pour ce crédit, lesquels sont fixés par les Etats-Unis. Le taux directeur de la *Banque nationale suisse* se trouve ainsi pris en tenailles par les USA.

Le franc suisse est en danger et une inflation foudroyante peut détruire toute l'économie nationale. La Suisse est soumise au chantage. Elle a, comme les pays du tiers monde, des matières premières de valeur. Elle a de l'eau, de l'eau potable absolument pure. Elle est le château d'eau de l'Europe.

L'eau a aujourd'hui davantage de valeur que le pétrole. •

* John Perkins, Les confessions d'un assassin financier – Révélations sur la manipulation des économies du monde par les Etats-Unis, Ed. al-Terre ISBN 2-89626-001-3

La guerre au Congo a provoqué un nouvel exode

Caritas apporte les premiers secours dans les camps d'urgence

Zenit.org. La guerre au Congo a provoqué un nouvel exode. Les collaborateurs de *Caritas* font état de combats entre les rebelles et les troupes du gouvernement, à 60 kilomètres au nord de Goma, pendant les derniers deux jours, obligeant 20 000 hommes et femmes à quitter leurs villages.

La semaine passée, les évêques du pays ont condamné avec fermeté dans un rapport commun la façon indigne de considérer la guerre comme moyen de résoudre des problèmes d'ambitions (cf. *Zenit* du 16 octobre).

«On chasse les gens, on pille leurs villages et on viole les femmes», dit le collaborateur de Caritas, *Christoph Klitsch-Ott*, au Congo. *Caritas international*, le service d'assistance du *Caritas* allemand, s'apprête à donner 150 000 euros afin de pouvoir approvisionner les réfugiés dans deux camps de réfugiés avec des couvertures, des vêtements, des batteries de cuisine et du savon. On distribue des aliments par le truchement du programme d'alimentation mondial.

Seulement, dans la région du Kivu du Nord, il y a entre temps au moins 120 000 personnes en fuite. 200 000 personnes déplacées s'y ajoutent du diocèse Dungu Doruma, qui n'est accessible que difficilement, et où des troupes gouvernementales congolaises combattent la LRA (*Lords Resistance Army*) ougandaise.

Dans les deux régions, le *Caritas du Congo* offre de l'aide aux personnes en fuite. «A présent, il n'y a pas de perspective pour ces gens», dit Christoph Klitsch-Ott. «Le gouvernement congolais est trop faible et la communauté internationale manque de volonté politique pour protéger la population civile. Comme organisation d'aide humanitaire, nous ne pouvons qu'essayer d'assurer leur survie.»

En juin de cette année, le pape *Benoît XVI* avait accueilli le président de la République démocratique du Congo, *Joseph Kabila*, au Vatican et s'était entretenu avec lui de la situation politique et sociale du Congo, notamment celle des provinces du Kivu du Nord et du Sud, situées dans l'est du pays.

Pour ces programmes d'assistance, Caritas lance un appel aux dons: w*ww.caritas-international.de* •

Source: *www.zenit.org* du 20/10/08
(Traduction *Horizons et débats*)

La guerre et ses conséquences

Des médias belliqueux, des industries d'armement belliqueuses, des généraux belliqueux

bha. Certains médias – comme notoirement la «Neue Zürcher Zeitung» – chantent toujours et encore l'hymne à la guerre. Ainsi, les Etats-Unis auraient, après la guerre du Vietnam, récupéré leur conscience de soi par une attaque-éclair contre la petite île de Grenade dans les Caraïbes. De quelle «conscience de soi» parle-t-on, celle basée sur la supériorité technologique des systèmes d'armements qui repose sur des millions de morts et d'êtres humains souffrants? Au Vietnam, les USA ont testé les armes qui ont, par la suite, été utilisées en Irak et en Afghanistan dans des versions beaucoup plus sophistiquées. Les populations et l'environnement ont été gravement lésés au Vietnam et au Cambodge. Les énormes bombes BLU-82 ont ensuite été utilisées à Tora Bora, dans les montagnes afghanes. D'après un rapport de la chaîne italienne Rai 24, les Etats-Unis auraient aussi utilisé une bombe nucléaire en 1991 ainsi qu'en Afghanistan en 2002.

La conscience de soi se développe-t-elle par l'utilisation de bombes nucléaires?

En Allemagne, des milieux de droite aimeraient que l'invention, les tests et la fabrication de la «première bombe atomique» par les scientifiques allemands avec la technologie allemande soit reconnus comme un signe de la supériorité des Allemands.

«Le sommeil de la raison produit des monstres» – ainsi s'est exprimé *Francisco de Goya,* l'artiste espagnol. Nous nous rallions à ce commentaire.

Violation du droit international sous le diktat des USA?

Le Monténégro et la Macédoine reconnaissent l'indépendance du Kosovo

par Velimir Nedeljkovic

Le 9 octobre 2008, le Monténégro et la Macédoine ont reconnu l'indépendance du Kosovo, ce n'était qu'un jour après la victoire diplomatique de la Serbie au sein de l'ONU: C'est ainsi que le 49e et le 50e Etat ont pris la décision de reconnaître le Kosovo en tant qu'Etat indépendant, 236 jours (8 mois) après la proclamation unilatérale de l'indépendance de celui-ci.

Cette décision est une réaction de ceux dont les idées ont été refusées dans la session plénière de l'Assemblée générale de l'ONU, et elle constitue la tentative de limiter les conséquences de la victoire serbe au sein de l'ONU visant à protéger par une importante initiative l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Serbie.

Lors de l'Assemblée générale, la motion de la Serbie a été soutenue par de nombreux pays membres de l'ONU de sorte que la *Cour internationale de justice* (CIJ) a été obligé de prendre position à l'égard de la légalité de l'indépendance du Kosovo proclamée unilatéralement.

L'initiative de la Serbie a été soutenue par 77 pays (Russie, Chypre, Grèce, Espagne, Indonésie, Egypte, Roumanie, Slovaquie etc. mais aussi par le Monténégro et la Macédoine), 6 pays étaient contre (USA, Albanie, Micronésie, Nauru, Palau, îles Marshall) et 74 pays se sont abstenus (UE et d'autres). L'explication de ces décisions était, selon le ministre des Affaires étrangères monténégrin, *Rocen*:

«Quoi que nous pensions de l'aspect juridique de l'indépendance du Kosovo, l'indépendance de celui-ci est une réalité. Nous avons toujours souligné que notre décision concernant ce problème difficile sera prise en accord avec nos intérêts d'Etat et des fins stratégiques. La décision a été prise pour protéger les intérêts du Monténégro qui se trouve en route vers l'intégration européenne.»

Les gouvernements du Monténégro et de la Macédoine, qui sont sous tutelle des USA, veulent déterminer que des parties de la Serbie puissent être séparées et proclamées indépendantes unilatéralement du reste de la nation. Le gouvernement monténégrin a déjà déclaré son intention d'interdire l'écriture cyrillique et d'intégrer l'Eglise serbe dans l'Eglise monténégrine.

L'avis des autorités serbes est tout à fait contraire: Les décisions des gouvernements monténégrin et macédonien de reconnaître l'indépendance du Kosovo illégalement et unilatéralement proclamée sont complètement fausses, sous le jour du droit international, et ne contribuent pas à la stabilité régionale et aux bonnes relations de voisinage. Cela a causé un dommage sérieux aux citoyens serbes, monténégrins et macédoniens qui ont tant de choses en commun.

La Serbie devrait utiliser le grand optimisme et la réaction positive de l'ONU pour tenter de trouver un langage commun avec l'UE et les pays voisins dans le processus à long terme visant à défendre l'intégrité et la souveraineté de la Serbie.

Mais après avoir pris acte à grand regret de la décision du Monténégro et de la Macédoine, le gouvernement serbe leur a fait savoir que leurs ambassadeurs à Belgrade, *Anka Vojvodic* et *Aleksandar Vasilevski*, n'étaient plus les bienvenus en Serbie; ils sont maintenant des personae non grata. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Superar la crisis de manera justa y solidaria

Sobre la actualidad de la película «Friedrich Traugott Wahlen y la batalla del cultivo»

*por Amedea Raff**

Ante la crisis financiera mundial y los problemas de la política económica global, vuelve a plantearse la cuestión existencial del abastecimiento del país. Si bien las épocas históricas nunca se repiten exactamente, la situación actual en Suiza tiene ciertas similitudes con la vivida durante la segunda guerra mundial y los años que la precedieron. Estamos rodeados por una gran potencia que, en mayor o menor medida, interfiere en la política de guerra de otras grandes potencias. También hoy dependemos en gran parte de las importaciones. Se habla de una posible desocupación, de una reducción de los ingresos fiscales, y surgirá la cuestión de cómo lograr el mantenimiento de la vida pública y el abastecimiento alimentario.

En tiempos de inseguridad hace bien el mirar hacia el pasado para aprender. La película documental «Friedrich Traugott Wahlen y la ‹batalla del cultivo›» sobre el desarrollo y la puesta en práctica del Plan Wahlen, nos ofrece información sobre aquella época a través de numerosas imágenes fílmicas originales emotivas y testimonios de contemporáneos. Gracias a la «Asociación para la memoria del Consejero federal Prof. Dr. Friedrich Traugott Wahlen y el plan de cultivo» se han conservado tres películas que recuerdan a F. T. Wahlen; los interviús hechos con testigos de la época y las imágenes filmadas son un testimonio conmovedor para la posteridad.

Cultivo de arroz en Nepal, en el verano de 2008.
Después de la segunda guerra mundial F. T. Wahlen fue convocado para la organización FAO de la ONU. Sus conocimientos sobre cultivo beneficiaron a muchos paises del tercer mundo, por ejemplo a Nepal. (foto reuters)

… más que una seguridad alimentaria

La primera película ha logrado el objetivo fijado por el presidente de la asociación, Prof. *Ernst Wüthrich,* quien introdujo el tema: «Primeramente queremos contribuir a una mayor comprensión de la historia suiza. Aún no ha pasado mucho tiempo desde la segunda guerra mundial, cuando muchos padres de familia eran soldados que defendían las fronteras. Ellos no sabían si volverían vivos a sus hogares. Y las madres estaban solas en sus casas cuidando a los niños. Según me contó mi madre, ellas tampoco sabían si los esposos volverían. Tal vez tenéis un recuerdo similar, por un relato de los padres o de los abuelos. A la angustia de la guerra se le sumó la angustia de una hambruna. Pero las mujeres y los hombres suizos decidieron tomar el destino en sus manos. El plan de cultivo no consistió solamente en asegurar la alimentación. Significó una defensa espiritual del país, y llevó a una solidaridad general que no volvió a repetirse en esa dimensión.

Nuestro segundo objetivo fue documentar en una película el plan de cultivo, por haber sido un episodio notable de la historia suiza. Para ésto, hablamos con gente que había sido activa en ese plan, testigos de la época que aún viven, cuyos relatos están ahora preservados. Mucha gente capaz participó en el trabajo de cultivo. Pero fue necesaria una personalidad conductora que compaginara ese plan estratégicamente, y convenciera a los políticos y a toda la población de esa idea – en aquel momento considerada una locura.

De ahí nuestro tercer objetivo: caracterizar a Friedrich Tragott Wahlen, este suizo excepcional […] y manifestar sus ideas. Ellas contienen valores que son fundamentales en la vida, valores que en nuestro mundo rápido y ruidoso han perdido vigencia. Se trata de amor al prójimo, solidaridad con los débiles, responsabilidad propia, respeto por la naturaleza, […] Se sabe que una película documental no tiene como fin la diversión. En cambio nos mostrará la historia de nuestros padres y abuelos, una historia verdadera que nos incumbe a todos. Mientras filmábamos nos dimos cuenta que valía la pena escuchar lo que tienen que decir esas personas de edad madura.»

Al comienzo de la película el espectador es transportado a la situación en Suiza durante la segunda guerra mundial. Alrededor del país hay guerra, vemos tanques, armas, escombros y seres humanos angustiados – una niña que busca desesperadamente a sus padres. En medio, un pequeño país que depende en un 60% de las importaciones, es decir de la buena voluntad del exterior, y que está amenazado de una falta total de abastecimiento. En esa situación, el Consejo Federal le encarga a F. T. Wahlen que desarrolle un plan para asegurar la alimentación en todo el país.

Una personalidad excepcional

Pero ¿quién es ese hombre con cuyo nombre el plan de cultivo pasará a la historia? La documental pone de manifiesto la vida y la personalidad de Friedrich Traugott Wahlen. Nació el 10 de abril de 1899 en un pequeño pueblo en Emmental donde su padre era maestro. Wahlen escribió más tarde sobre su infancia: «A fines de siglo, la vida en el pueblito de Gmeis tenía aún las características descriptas por Gotthelf. Yo considero como un regalo el haber nacido en un lugar alejado del bullicio de la gente y del tráfico, donde el niño puede gozar de la belleza de la naturaleza y donde se le despierta la curiosidad por la vida de las plantas y los animales.»[1]

Por eso no llama la atención que desde temprana edad, el pequeño Fritz se sienta inclinado hacia la agricultura y quiera ser campesino. Primero visitó la *Escuela agrícola Rütti* cerca de Berna, después estudió ciencias agrarias finalizando con un doctorado a los 23 años. Siendo ingeniero agrónomo egresado de la Universidad Técnica Suiza (ETH) dirigió durante cinco años una estación de experimentos agrarios en Canadá. Finalmente, en 1929, toma el cargo de director del *Organismo suizo de experimentos agrarios Zurich-Oerlikon*, y quince años más tarde es nombrado profesor de producción vegetal en la ETH Zurich. A partir de 1938, paralelamente a su trabajo, se puso a disposición de la *Oficina suiza para alimentación en tiempos de guerra*: Hasta el fin de ésta dirigió el desarrollo y la puesta en práctica del plan de cultivo. El trabajo profesional de Wahlen fue también beneficioso después de la guerra: en esa función y después como director general adjunto de la FAO (*Food and agriculture Organization)*, pudo poner en práctica sus fundados conocimientos y su gran experiencia al servicio de la humanidad.

… sólo el compromiso con mi conciencia

También en su actuación política se pone de manifiesto la notable personalidad de Wahlen. Siendo aún jóven, fue elegido consejero de la cámara de representantes de Zurich – a pesar de ser proveniente de Berna – y después de la guerra, en 1958 – por elección popular – consejero federal. En su discurso de apertura formuló: «Señor Presidente, Señores consejales cantonales y nacionales. Les agradezco, y estoy muy conmovido, por el gran honor que me han hecho a mí, a mi comunidad y a mi cantón Berna. Con su elección me han manifestado una confianza que considero como el más alto y difícil deber en mi vida. Solo no podría asumir esa responsabilidad, pero cuento con la ayuda de Dios, que siempre ha velado sobre nuestro país. Me siento también fortalecido por el hecho de entrar al consejo federal sin otras obligaciones que el compromiso con mi conciencia, el bienestar del pueblo suizo y los valores de la civilización occidental. Con ésto, Señor Presidente, acepto la elección.»

Con el mismo sentido ético con el que Wahlen inició sus actividades como consejal, desarrolló antes y durante la segunda guerra el plan de cultivo y logró ganar para su plan a la población del país y al Consejo federal. De este modo, se preparó el terreno para que en Suiza se realizara «el proyecto de agricultura más grande de todos los tiempos», el cual sólo fue posible con la contribución voluntaria de todo el país. En un discurso decisivo el 15 de noviembre de 1940 en Zurich, Wahlen convenció al pueblo de su idea. El momento era adecuado para hacer público su plan: «Francia había sido derrotada, y Suiza estaba rodeada y amenazada por un partido único. Allí comenzaron muchas mujeres y hombres suizos a preocuparse por el peligro de una hambruna. El discurso despertó gran interés en la opinión pública. Se tomó conciencia de la gravedad de la situación y de la necesidad de una iniciativa fuera de lo común.»

El deseo de mantener la independencia y la libertad

Alfred A. Häsler, editor del libro sobre F. T. Wahlen titulado «Comprometido con la conciencia», escribe en el prólogo de su alocución: «De ese discurso, resultante de tantas investigaciones estadísticas y científicas, saltó la chispa a los oyentes – al principio escépticos – y después a toda la población. Puso en movimiento una especie de ola que arrasó consigo incluso al aún vacilante Consejo federal. La preocupación material no podía ser la única aclaración para ese movimiento. Lo que significó el informe Rütli del General *Guisan* para la defensa militar del país, fue el discurso de Wahlen para la autonomía económica de nuestro pueblo. El no sólo formuló lo que le preocupaba al pueblo sino que le mostró un camino a seguir. El pueblo vió en él a una persona con gran capacidad directiva y a partir de ese momento, le brindó su confianza y simpatía. Nunca fue desilusionado.»

En el documental vemos una corta secuencia del discurso en la que Wahlen expresa de forma contundente, que no se entregará una porción de libertad por una porción de pan. Fue ese deseo de independencia y libertad existente desde hace siglos, el que se despertó en la población, y que sentó las bases para la realización del plan. Hoy se trata de reavivar ese espíritu, y en caso de que se haya perdido, de volver a generarlo para hacer lo oportuno en la situación actual.

Continuación página II

* Licenciada en psicología, profesora y agricultora con diploma

[1] Mientras no se indican las fuentes de las citas, éstas provienen del comentario de la película.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Superar la crisis de manera justa y …»
Continuación de la página I

Una gran obra en común

¿En que consistía concretamente el plan de cultivo? Para sus consideraciones Wahlen partió del peor de los casos: la imposibilidad total de acceso a las importaciones. Al respecto dice en su discurso – y sus declaraciones parecieran ser actuales: «¿Qué significa esa suposición? Simplemente que tenemos que hacernos a la idea de una autarquía alimentaria total. […] Esa idea de la autarquía, que hasta ahora dejábamos de lado por ser un país orientado a la exportación, se convierte en una amarga necesidad. De ella resultan las siguientes exigencias:

1. Una administración sumamente económica de todas las provisiones y materias primas para que alcancen por un período de tiempo lo más largo posible.
2. La máxima utilización de las materias primas que tiene el país, incluso aquellas hasta el momento poco o no utilizadas, como el reciclado de desechos, y la producción de materiales sustitutivos.
3. Organizar rigurosamente todos los medios materiales de producción disponibles, y emplearlos donde sean más útiles para la economía.
4. Organizar también rigurosamente la distribución del trabajo, en primera línea en la producción de productos alimentarios, reduciendo sin consideración toda actividad que no sea de importancia vital.

El documental muestra cómo se vivían esas exigencias en la práctica. Numerosos testigos de la época relatan cómo participaron activamente en esa gran acción. *Hermann Bieri,* de 95 años de edad, era en aquel momento el jefe de los expertos suizos que examinaban en todo el país dónde podía ganarse terreno de cultivo. El aclara porqué Suiza necesita más superficie para el cultivo de patatas, verduras y cereales:

«Por ejemplo: si un campesino utiliza hierba para producir leche, y con esa leche alimenta terneros, entonces se dispone de carne de ternero. Para alimentar a una persona con calorías de carne de ternero, se necesita una pastura de unas 30 áreas de superficie - según la región. Si sobre esa misma superficie se siembran patatas, verdura u otros productos agrícolas, se pueden alimentar entre cinco y diez personas. Depende naturalmente de la calidad del suelo. […] entonces, ¿dónde tenemos la posibilidad de hacer más explotación agrícola? En realidad habría que examinar cada una de las granjas en Suiza; ésto no es posible porque son más de 200 000. Podría

Hermann Bieri – en aquel entonces jefe de los expertos suizos en agrimensura …

examinarse cada municipio, pero ¿quién se encargará? En la comuna será el director de agricultura y en el cantón el representante de la Oficina de agricultura.»

Desde el exámen del terreno hasta el plano catastral

Hermann Bieri aún hoy tiene presente los esfuerzos de aquel momento. Equipado con el mismo portafolio y la misma sonda para perforar como hace más de 60 años, nos demuestra cómo tomaba pruebas del suelo para examinar para qué tipo de cultivo era apto. La manera como Bieri y otros testigos de la época toman la tierra en las manos y nos la muestran, es una expresión de la valía del suelo fértil como base para la alimentación. ¡Qué diferencia con el derroche de buena tierra de cultivo en la época actual! «Con este portafolio iba tras los expertos y miraba si trabajaban con iguales criterios. Yo también llevaba una sonda para tomar pruebas

Friedrich Traugott Wahlen

del suelo y evaluarlas personalmente. Aquí tengo un suelo maravilloso para el cultivo. Es tierra fértil donde se puede sembrar de todo: remolacha, trigo y también buen pasto. La tierra es la base para la alimentación de todo nuestro pueblo suizo.»

Los expertos suizos en cultivo, quienes junto a los dirigentes de las comunas inspeccionaron todas las 3000 comunas, contaban con un mapa en escala 1 : 25 000. Primeramente dividían las comunas en parcelas que después examinaban una a una. De ese trabajo resultaron los llamados «cuadernos catastrales», a través de los cuales se obtuvo una idea general de la superficie cultivable. Esta

… examinando el suelo

fue la base para desarrollar el plan. A partir de ahí, se consideraba qué se podía plantar en cada parcela, teniendo en cuenta la altura, la topografía y la calidad del suelo.

El Profesor *Ernst K.Keller,* sucesor de F.T. Wahlen en la ETH, aclara en el documental la influencia de los distintos parajes en el cultivo: «Tenemos parajes muy diversos, y es lógico que hay grandes diferencias entre los cultivos adicionales. El terreno, el tipo de suelo y el clima juegan un papel decisivo. En la región de Emmental se cuenta con colinas de tierra fértil – sobre todo apropiadas para cereales robustos como escanda y patatas. En ciertos terrenos en declive abrupto es necesario utilizar el arado a cuerda, y las patatas, al cosecharlas, peligraban de caer rodando. Después la región central, por ejemplo cerca de Cerlier, con multicultivo y buen suelo. Similar es la zona de Zurich con cultivo de cereales, aunque no se puede hablar de un verdadero granero de cereales. La región de Lucerna – más lluviosa y de mayor altura – es más verde, pero allí se ve poco terreno cultivable. Finalmente en la región de St. Gallen y en las dos de Appenzell – situadas a mayor altura, con mucha lluvia y suelo fértil – tenemos una zona verde ideal para el cultivo de pastos. En estas regiones tan distintas se realizó el cultivo adicional. Naturalmente, se pudo cosechar más en las zonas llanas que en las de los prealpes.Todo ésto tuvo que ser considerado en el planeamiento del cultivo adicional.»

Arar donde nunca se había arado

El cultivo adicional significó un cambio profundo para la agricultura suiza. Para lograr el objetivo de duplicar la superficie cultivable, hubo que hacer esfuerzos adicionales. Había que arar donde nunca se había arado. Por un lado se cultivaron prados situados hasta 2000 metros de altura, por otro lado – por sugerencia de Wahlen – se aró en terrenos «nuevos». Esos terrenos fueron ganados para el cultivo a través de desagües, avenamiento, bonificación y desmonte de árboles y arbustos. En las imágenes del documental podemos ver cuán dificultoso resultaba arar en terrenos en declive, desmontar y disecar terrenos pantanosos. Pero vemos también con qué decisión y severidad los hombres hacían ese trabajo: no hay ninguna señal de aversion sino al contrario, de orgullo. Ese orgullo se nota en las palabras de *Hans Oehen,* un campesino de Suiza central. Oehen relata que F.T. Wahlen demostró en la planicie de Linth cómo se gana terreno cultivable de una zona pantanosa. «El método lo seguí desarrollando en Rotmatt, para mostrarle a los vecinos cómo podemos ganar terreno para cultivo en nuestra zona para el plan Wahlen. En 1939 hice un cambio en la explotación de mi granja para lograr un 50% de terreno arable. Para lograr esa superficie tuve que desmontar muchos árboles. Los vecinos no lo entendían, pero fue necesario para poner en práctica el plan. Al lado de la autoruta (Gotthardbahn) se ve ahora una zona industrial que en 1939 era un gran pantano. En ese mismo año, cuando desde Meierskappel atravesé esa ciénaga, pensé: «Allí se podría lograr una zona de cultivo para realizar el plan Wahlen. Vean qué buena tierra se ganó del pantano.»

Ayuda para la reestructuración

La puesta en práctica del plan de cultivo fue difícil por muchos motivos. En Suiza, por ser un país rico en pasturas, en las zonas de colinas y montañas se dedican desde hace siglos a la industria lechera. Por eso, muchos campesinos no tenían ni las instalaciones ni la experiencia necesarias para dedicarse al cultivo. Por esta razón, la transformación del terreno en tierras agrícolas, significó un enorme esfuerzo, sobre todo para los campesinos de zonas tradicionales de pastoreo. *Hans Gujer*, antiguo experto en cultivo de forraje dice: «En las granjas dedicadas al pastoreo faltaban herramientas para el cultivo: arado, rastrillo, sembradora, tampoco tenían caballos ni los pertrechos para tirar el arado. Los campesinos – y sobre todo las campesinas – entrenaban a las vacas para tirar y después las enganchaban al arado. En los establos no había casi lugar para almacenar las patatas. Los campesinos tuvieron que proveerse de herramientas, tuvieron que ampliar las instalaciones, y además, estaba el riesgo de un nuevo tipo de explotación que les era desconocida. Por eso eran indispensables el asesoramiento y el adiestramiento: ésto debía ser organizado.»

Ya en su discurso en Zurich, Wahlen acentuó la importancia del adiestramiento – tanto de los expertos como de los campesinos. El había propuesto, que en los meses de invierno se instruyera en las escuelas agrícolas a los dirigentes del cultivo en las comunas. En su trabajo de persuasión, Wahlen y sus colaboradores demostraron tener la sensibilidad necesaria para comprender los problemas que traía la reestructuración. Buscaron el contacto con los campesinos y les aclararon sobre la necesidad absoluta de esas medidas.

Walter Schmid, asesor de aquel entonces, relata porqué ese trabajo – por razones com-

Continuación página III

El dia internacional de la patata

La patata es un producto alimenticio básico para innumerables personas en todo el mundo. Ese tubérculo nutritivo se siembra por todas partes, y en los países en desarrollo su producción sigue en aumento. La patata es un instrumento valioso en la lucha contra el hambre y la pobreza. Esto llevó a que, en 2008, ésta haya sido uno de los temas en la ONU.

Importancia de la patata para la alimentación

Para el plan de cultivo Wahlen la patata fue de especial importancia, sobre todo por ser muy nutritiva. Además de un alto porcentaje de fécula, las patatas maduras contienen proteínas fáciles de digerir: entre todas las plantas que contienen proteínas, la patata es la que posee las proteínas que mejor asimila el organismo. Además contiene abundante vitamina C y B.

F. T. Wahlen aboga por la patata

Extraído del folleto dedicado al año internacional de la patata bajo el título «La patata – base vital para la humanidad»: «Ninguna otra planta produce tantas calorías por metro cuadrado cultivado como la patata […].» Para asegurar la alimentación siguiendo el llamado «plan Wahlen», la población suiza plantó patatas incluso en el centro de las ciudades.

Fuente: Página web del DDC

Cosecha de patatas en la plaza Federal de Berna

«Superar la crisis de manera justa y …»
Continuación de la página II

prensibles – podía ser problemático. «Como asesor para de fruticultura tenía el encargo de buscar dónde los árboles eran poco productivos y decir que, por esa razón, éstos podían ser talados. Un muchacho jóven no era bien visto por los campesinos quienes pensaban: ¿Este nos quiere decir qué es lo que tenemos que hacer? Yo tenía la sensación de que no había otra solución, la oficina de cultivo lo exigía, y el campesino finalmente tuvo que talar los árboles.»

Solidaridad de todos los grupos de la población

El hecho de que muchas personas se comprometieron con el trabajo del plan Wahlen, significó un gran apoyo para los campesinos y para la persistencia del pueblo: «Para los campesinos fue un apoyo alentador el hecho de que también en otros sectores hubo movilización. Establecimientos industriales ayudaron al cultivo adicional. Aquellos que tenían más de 20 empleados estaban obligados a cultivar dos áreas por persona. En 1943, cooperaron 4500 establecimientos y se cultivaron 8000 hectáreas de territorio industrial. Con frecuencia enviaban a los aprendices a trabajar en el campo. F. T. Wahlen declaró que las familias que tenían tierra propia, debían utilizarla y autoabastecerse con verdura. Ningún pedazo de tierra debía quedar sin cultivar. Muchos lugares públicos fueron convertidos en terrenos de cultivo. Por ejemplo, en la plaza Federal en Berna había un terreno sembrado de patatas. Lo mismo sucedía en otras ciudades y comunas.

La administración pública iba al frente con un buen ejemplo. Pero no hay que olvidar la iniciativa privada, la participación voluntaria de muchos ciudadanos en el cultivo. […] Un apoyo especial recibieron los campesinos a través de un ‹servicio de faenas de campo›. Jóvenes, estudiantes y aprendices estaban obligados a colaborar tres semanas al año. Se los enviaba dónde era necesario, a veces en grupos. Por ejemplo, se veían jóvenes que trabajaban en un terreno en la alta montaña, sacando las piedras para que puedan sembrarse patatas.»

Emilie Liebeherr antigua consejera municipal de Zurich dice al respecto: «Tengo un buen recuerdo del servicio en el campo. Nunca tuve que trabajar en el campo porque no éramos una familia de campesinos. De pronto desde el cantón Zurich me convocaron para que vaya a Bachs – al sur de Zurich, no muy lejos de aquí – para hacer mi servicio agrícola en la granja de una familia.» Sería muy beneficioso para la juventud de hoy si pudieran hacer un servicio agrícola!

Testigos de la época relatan

A través de los relatos de testigos de la época, queda documentada la participación de toda la población. Sobre todo los relatos de las campesinas son persuasivos, y permiten al espectador ubicarse en esa situación histórica.

Es notable con qué seriedad y naturalidad las mujeres relatan sobre la situación en aquel momento. *Rosalie Wisler-Flückiger* describe el 1 de septiembre de 1939, el día de la mobilización. «Fueron dos imágenes totalmente contrapuestas: a la mañana, un día de primavera apacible y tranquilo. A la tarde sólo soldados por las calles, todo era abatimiento, había una calma inquietante. Teníamos temor.»

Continuación página IV

Las ideas del plan Wahlen han beneficiado más tarde también al tercer mundo

Interviú a Ernst Wüthrich, presidente de la «Asociación para la memoria de F. T. Wahlen»

Ernst Wüthrich

Horizons et débats: Pensamos que la fundación de la asociación que Usted preside y los tres documentales sobre F. T. Wahlen son muy importantes para los ciudadanos de nuestro país. ¿Cómo nació la idea de fundar esa asociación y de realizar esas filmaciones?

Ernst Wüthrich: Un pequeño grupo de personas sugirió la creación de un espacio para la memoria de Friedrich Traugott Wahlen. Después tuve la idea de las películas documentales y me dijeron que existía una asociación de «Veteranos Wahlen». En ese grupo encontramos personas que habían conocido a Wahlen personalmente. Algunos de ellos incluso habían colaborado con él en la «batalla del cultivo» durante la segunda guerra mundial.

Nuestro principio era que el documental consistiera esencialmente en relatos de testigos de la época, es decir relatos de primera mano. Después buscamos secuencias filmadas originales de la época. Estas hacen que la película sea un documento auténtico. El testigo de más edad tenía 94 años cuando se filmó y ahora tiene 96. Es interesante oír a las personas que han vivido un largo tiempo porque en general se subestima su fuerza. La fundación de la asociación nos ha permitido encontrar esponsores privados y públicos, pero fue nuestro pequeño grupo el que se ocupó por cuenta propia de la larga búsqueda de testigos y material, y de la realización del documental.

¿Cómo fue recibido el documental? Nos interesa sobre todo conocer la reacción de la gente jóven.

Los más interesados y los 2000 compradores de uno de los 3 documentales, son sobre todo gente de edad del campo y en parte del medio rural. Algunos abuelos despiertan el interés de los jóvenes mostrándoles la documental y comentándosela. Son muy pocos los jóvenes que se interesan por la historia y que quieran procurarse la película. Es una lástima, porque Wahlen dijo muchas cosas inteligentes sobre el sentido de la vida y la responsabilidad frente a los más débiles, que aún tienen vigencia para la gente jóven de hoy.

El plan Wahlen podría constituir un modelo para los paises que han caído en una inseguridad alimentaria. ¿Se conoce el documental en el exterior?¿Ha tenido eventualmente reacciones de otros paises?

Hasta ahora no hemos podido difundir el documental en el extranjero. Este podría mostrar de manera ejemplar cómo con un terreno dado, es posible para muchos habitantes lograr el autoabastecimiento.

Pero el plan de cultivo adicional ya ha tenido una influencia en el extranjero. Después de la guerra, Wahlen fue convocado por la *Organización de las Naciones Unidas para la alimentación* (FAO). Es decir que él trabajó en la ayuda internacional para el desarrollo, en particular en el tercer mundo. El pudo poner en práctica sus experiencias en Suiza adaptándolas a las condiciones de cada lugar.

Un ejemplo: ya en los años 1950, Wahlen envió al suizo *Werner Schulthess* a Nepal para que les enseñara a los habitantes a producir queso con los excedentes de la leche. Más tarde se le unieron otros suizos, como el ex consejero nacional y consejero de estado de Berna, *Bernhard Müller.* Se introdujo un trigo suizo de invierno destinado a regiones altas, y se construyeron puentes sobre modelos suizos.

Esos fueron los motivos principales para lograr el resultado actual: el 91% de la población activa de Nepal trabaja en la agricultura autosuficiente – un record mundial. Todos tienen trabajo y nadie padece de hambre. Se evitan largos transportes. Se utilizan los animales en lugar de vehículos que contaminan el medio ambiente, y se trabaja la tierra de manera inteligente. Todo ésto hace de Nepal un ejemplo excelente de agricultura durable. Pero en televisión oigo decir que Nepal es un país pobre y atrasado porque tiene poca industria. El buen Dios ¿habrá creado primero la industria y después al hombre como trabajador dependiente, y eso para el «bien de todos»?

¿Qué pasó con los planos catastrales que se hicieron en aquel momento? ¿Existen todavía?

En aquel momento cada comunidad tenía un cuaderno catastral. Más tarde, fue una de las bases para las subvenciones a los agricultores de montaña. Hoy existe un sistema moderna para asegurar el abastecimiento del país utilizando modelos de cálculo y planificación que se realizan en la Universidad de Friburgo por encargo de la Confederación. El responsable es el profesor *Pius Hättenschwiler.*

Actualmente vivimos una situación económica crítica. Según su opinión ¿cómo reaccionaría la población suiza hoy frente a una crisis alimentaria?

Durante la segunda guerra mundial, teníamos un poco más de 4 millones de habitantes, hoy tenemos casi el doble. Sin embargo, según la información de dos expertos en el segundo documental, nuestro autoabastecimiento podría estar garantizado por 6 meses al nivel actual. Después tendríamos que ajustarnos los cinturones, pero no sufriríamos hambre.

Usted me pregunta cómo reaccionaría nuestra población frente a una crisis. Yo creo que desde el punto de vista psicológico, mucho más susceptiblemente. Estamos de tal manera habituados a la sobreabundancia, al hecho de poder disponer de productos alimentarios que provienen del mundo entero a lo largo de todo el año. En el caso de una escasez mundial – de la que ya hay ciertas señales – o en caso de que se cierren las fronteras, tendríamos que renunciar a una serie de productos deliciosos que hemos aprendido a apreciar. Esto nos resultaría seguramente mucho más difícil que entonces en la segunda guerra. Yo nací en 1943 en una granja tradicional en Emmental. Comíamos naranjas sólo para navidad o cuando había visitas. Mi madre horneaba el pan. Cuando yo iba a hacer las compras, era para traer pocas cosas y generalmente por no más de 20 centavos: levadura, aceite, arroz, azúcar, sal y eso era casi todo. Pero los cinco niños tuvimos una infancia felíz. Cuando nuestra abuela, el fin de semana, preparaba las famosas «trenzas», sabíamos que era la recompensa por nuestro duro trabajo en la cosecha. Aquí el hombre de hoy podría preguntarse si él no debería también aprender algo del pasado.

Por cierto, no es seguro si esa solidaridad nacional como la que generó el plan de cultivo podría repetirse hoy. Practicamente todos ayudaron en la «batalla del cultivo»: estaba el servicio agrícola (trabajo de jóvenes en la granja), y en todo el país se cultivaron barbechos, jardines particulares, parques públicos y canchas de deporte.

¿Sería posible hoy un plan Wahlen? ¿Bajo qué condiciones sería realizable? ¿Qué habría que hacer concretamente?

Como le dije, existe un plan. En época de crisis, la Confederación introduciría nuevamente el racionamiento (limitación del volúmen del consumo a una ración X por persona). A los primeros síntomas serios se constituirían reservas obligatorias más importantes. Según el presidente de la *Unión suiza de campesinos,* el consejero nacional *Hansjörg Walter,* habría que volver a cultivar la mitad de los espacios verdes. Las especialidades que vienen del extranjero serían reemplazadas en gran parte por productos nacionales. Así podríamos arreglarnos por un cierto tiempo. Pero todavía no hemos hablado de la energía destinada a los transportes, a la calefacción, a la industria, etc. Aquí es donde dependemos en un 80% del extranjero! Hasta ahora no he encontrado una respuesta satisfactoria al respecto.

¿Qué proyectos y acciones planea la asociación en un futuro cercano?

Después de el documental «Friedrich Traugott Wahlen und die Anbauschlacht 1940–1945» realizamos otras dos documentales: *F. T. Wahlen und die Entwicklung unserer Landwirschaft y F. T. Wahlen als Politiker, Christ und Mensch – die Rolle von Frau Wahlen.*

La próxima etapa será la creación de un espacio para la memoria de Wahlen para evocar la vida y la obra de ese consejal excepcional, profesor de agronomía y experto mundial en desarrollo. El lugar será preferentemente su comunidad natal, Mirchel cerca de Zäziwil, donde mi abuelo y mi padre eran campesinos vecinos a sus padres, y donde yo mismo crecí. Para ésto nuestra asociación necesita dinero. Los que compran nuestras películas ayudan al financiamiento de esa idea. Les agradezco. •

Prospectos sobre los DVD:
Ernst Wüthrich, Spillgässli 6, 6205 Eich
e-Mail: ernest100@bluewin.ch

Testigos de la época relatan sobre el plan de cultivo Wahlen – Emilie Lieberherr, Liseli Spychiger-Flückiger, Rosalie Wisler-Flückiger, Kläri Gerber-Gugelmann

«Superar la crisis de manera justa y …»
Continuación de la página III

Liseli Spychiger-Flückiger relata: «En nuestro hogar el hermano mayor y el ordeñador estaban en servicio, y nosotros tratábamos de hacer su trabajo. Yo nunca había cortado pasto, ni había ordeñado y los otros trabajos también tenían que hacerse. En el invierno, mi hermana y yo trillábamos los cereales y nos ocupábamos de las verduras. Las cargábamos y las transportábamos para entregarlas. Tuvimos que ayudar a cortar leña en el bosque. En aquel tiempo los soldados no tenían mucha licencia.»

Kläri Gerber-Gugelmann describe cómo un grupo de soldados alojados en su casa ayudaron en su granja. «Por suerte el 2 de septiembre ya se alojaron los soldados: 40 hombres en el granero, 10 en el henil, lo caballos en la era; los oficiales comían en la sala de estar, los soldados en nuestro comedor y a nosotros nos quedaba la cocina. Todos los dormitorios estaban ocupados por los oficiales. Pero la gran ayuda fue, que el capitán le preguntó a mi madre qué trabajos tenían que realizarse, y cuántos hombres necesitaba, y los delegó bajo la condición de que yo también participara.»

Justicia social por medio del racionamiento

El plan Wahlen no sólo incluía el cultivo adicional de verdura, patatas y cereales – alimentos que necesitan para su producción grandes superficies – sino también el reparto justo de los escasos productos disponibles. Por eso, a partir de la primavera en 1942, se racionó la carne, en el otoño la leche, y después otros alimentos. «No era justo que sólo los que podían pagar altos precios y proveerse de reservas tuvieran suficiente para comer. El problema se solucionó con la repartición de bonos para las familias y las personas solas. Con esos bonos se podía comprar una cierta cantidad de alimentos, y podía lograrse una buena combinación de comidas y bebidas». En las imágenes documentales se puede ver con qué seriedad y calma la gente cambiaba

Bonos de racionamiento para un reparto justo de los alimentos.

los bonos por productos alimentarios. *Marta Rettenmund* relata: «Carne no había mucha. Recuerdo que sólo una vez a la semana nos daban una salchicha. El queso era magro, no como un Emmental.»

A través del plan Wahlen se logró que en Suiza nadie sufriera hambre. Un estudio que se hizo después de la segunda guerra mundial para investigar el estado de salud de la población, demostró que los habitantes eran más sanos que en la actualidad.

Por medio del plan de cultivo se logró el máximo objetivo: «Comparado con la época de la preguerra, la superficie de cultivo se duplicó. Esto hizo posible aumentar considerablemente la producción de productos importantes para la alimentación, como cereales, patatas y verdura. De gran importancia fue duplicar la producción de patatas. El autoabastecimiento mejoró año tras año. Del 52% en la preguerra se llegó al 73% en el año 1944. Afortunadamente, no tuvo que racionarse el consumo de patatas, fruta y verdura durante la guerra. Con el plan Wahlen y los enormes esfuerzos de las familias campesinas, se aseguró el abastecimiento en todo el país evitando una hambruna.

La situación actual de la alimentación

Los ciudadanos críticos se preguntan cómo es la situación alimentaria actual del país. El Prof. Dr. *Pius Hättenschwiler* de la Universidad de Friburgo dice al respecto: «A corto plazo, el abastecimiento alimentario es más seguro que nunca. Por un lado, porque está dentro de un marco económico sólido de abastecimiento general del país; por otro, porque hoy empleamos los medios más modernos de planeamiento, información y comunicación. Cuando digo a corto plazo, me refiero a seis meses. Por ese plazo, podemos casi asegurar el nivel alimentario actual. Después, habrá que ajustarse algo el cinturón, pero no vamos a padecer hambre. Contamos realmente con el potencial de abastecimiento que tiene aún hoy la agricultura. Pero tenemos que ser conscientes, que la agricultura puede dar su rendimiento siempre que no se la disminuya demasiado. Sabemos cuál es la tendencia. La presión del comercio internacional es grande, y el pensar a corto plazo se ha generalizado. Espero que esta documental contribuya a que se entienda mejor, que a largo plazo, la seguridad alimentaria se basa en nuestra agricultura.

Está en manos de cada uno de nosotros, el entender y hacer conocer la importancia que tiene nuestra agricultura para toda la población.

Autoabastecimiento – un motivo de orgullo

Finalmente, el Prof. *Ernst K. Keller* honró el valor del completo plan de cultivo y agradeció a la generación de aquel momento por su enorme eficiencia: «Se pudo ver lo que significó el plan de cultivo y al fin de la guerra uno se preguntó si se había logrado el objetivo. Fritz Traugott Wahlen dice al respecto: ‹El objetivo a corto plazo se ha logrado: poder subsistir en tiempos difíciles.› También se dió a conocer que la población entera colaboró, no sólo los agricultores sino todos; no olvidemos a los internados y a muchos otros que ayudaron. Todos los que participaron sienten un cierto orgullo, de ahí la expresión: ‹autoabastecimiento – un motivo de orgullo›.Todas las medidas que impulsaron la colaboración de la población, favorecieron también el deseo de persistir y con él, la defensa espiritual del país. Podría decirse que esa defensa espiritual fue tan importante como la defensa militar. También la solidaridad entre los distintos círculos de la sociedad fue reforzada en gran medida: De pronto había un mayor entendimiento, y eso ayudaba a su vez también a la persistencia y a la defensa espiritual.

Por algo, en una oportunidad, el General Henry Guisan recibió al caporal abanderado Fritz Traugott Wahlen calificándolo como el ‹General del plan de cultivo› Esta fue una distinción muy especial para Fritz Traugott Wahlen. Finalmente queremos agradecer por su ayuda a todos los que colaboraron con él.» •

Prof. Dr. Ernst Keller und Prof. Dr. Pius Hättenschwiler honran el plan Wahlen.

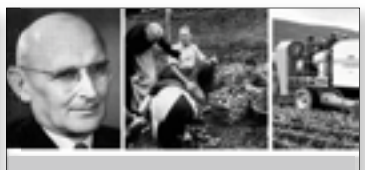
Documental 1
Friedrich Traugott Wahlen y La batalla del cultivo (1940–1945)

La «batalla del cultivo» nos ha protegido de una hambruna a causa del cierre de las fronteras durante la Segunda guerra mundial. Su creador F. T. Wahlen partía del siguiente principio: «seguridad alimentaria por medio del autoabastecimiento.» Los campesinos y también los que no trabajaban el campo, sembraron patatas y otros productos agrícolas a lo largo de todo el país. Fue una solidaridad nacional para hacer frente con una agricultura robusta, al peligro de guerra y de hambruna.

El documental muestra ese capítulo notable de la historia Suiza: con imágenes de ese período y relatos de testigos que aún viven, evoca la batalla del cultivo y la historia de la generación de nuestros abuelos.

«El documental resultó de una profunda convicción: que esa voz y ese logro no caigan en el olvido. El documental muestra claramente el valor de esa convicción.»

(Consejero federal Samuel Schmid)



Documental 2
Friedrich Traugott Wahlen y el desarrollo de nuestra agricultura

Durante toda su vida, Wahlen abogó por una agricultura fuerte y un campesinado próspero en interés del abastecimiento del país, y por una cultura campesina cuyo objetivo vaya más lejos de la simple ganancia material.

Campesino de orígen, fue profesor de la ETH en Zurich y consejero federal. De espíritu abierto, conocía la agricultura de todos los continentes gracias a sus actividades en Canadá y después en la Organización de la UNO para la alimentación y la agricultura (FAO), de la que fue director adjunto.

En el documental, los antiguos expertos en agricultura del equipo de Wahlen, describen el trabajo de cultivo adicional de la época. Estet atañe también a la seguridad alimentaria actual de Suiza.

Además, el documental evoca la influencia de Wahlen en nuestra agricultura y su evolución después de la segunda guerra mundial. Los campesinos y campesinas relatan cómo le hacen frente a los desafíos actuales sin olvidar la belleza y nobleza de esa profesión.

Documental 3
Friedrich Traugott Wahlen: el político, el cristiano, el hombre

¿Quién era ese suizo de envergadura? ¿Cuáles fueron sus valores, su filosofía, sus pensamientos, y sus logros en Suiza?

De tres grupos de debate organizados especialmente para ese documental, resultó un documento excepcional.

Los temas abordados fueron:

Wahlen el político

Wahlen el cristiano

Wahlen el hombre

El rol y la importancia de la Sra. Wahlen

En el primer grupo, bajo la dirección del conocido moderador de TV Charles Clerc, tomaron parte:

Walther Hofer, ex consejero nacional

Peter Gerber, ex consejero de la Cámara de representantes cantonales

Peter Schmid ex consejero de estado (Berna)

Paul Siegenthaler, ex consejero de estado (Berna)

En los otros dos grupos de debate se reunieron familiares y antiguos colaboradores y alumnos de Wahlen.

Las tres documentales en alemán se pueden adquirir en: Landwirtschaftliche Lehrmittelzentrale, Länggasse 79, 3052 Zollikofen, Fax: +41 31 910 50 70, E-Mail: Lmz@edition-Lmz.ch (40 frs el DVD o el video). El beneficio es para la asociación para la memoria de Wahlen.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

❏ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* nº _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom:

Rue / Nº:

NPA / Localité:

Téléphone:

Date / Signature:

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Cifras y hechos relativos al plan Wahlen

- Extensión de las superficies cultivadas (217 222 ha) a medio millón de hectáreas (superficies cultivadas antes del plan: 19% tierras laborables, 81% prados. Después: 46% tierras laborables, 54% prados).
- En 1943, más de 150 000 ha. de prados naturales habían sido cultivados.
- En 1946, un año después de la última etapa del cultivo adicional, se había casi duplicado la superficie de cultivo (60 000 ha. más de las previstas).
- Empresas con más de 20 empleados estaban obligadas a cultivar dos áreas por empleado.
- En 1943, unas 4500 empresas participaron en este plan llegando a cultivar más de 8000 ha. de terreno industrial.
- Medio millón de pequeños agricultores y los empleados de 12 000 empresas cultivaron 20 000 ha. suplementarias.
- Además de la reestructuración de la producción, el plan Wahlen exigió un cambio en la alimentación: 2700 calorías diarias por persona.
- En 1944 la producción de patatas se había duplicado (en 1940: 91 000 vagones de 10 toneladas; en 1944: 182 000 vagones).
- Según el BauernZeitung (1999 /4) la cosecha de patatas se había incluso triplicado; la producción de cereales para pan se había duplicado y la de verduras cuadriplicado.
- Grado de autoabastecimiento antes de la guerra: 52%, después de la guerra: 73%

Fuente: Peter Maurer, Anbauschlacht, Landwirtschaftspolitik, Plan Wahlen, Anbauwerk 1937–1945, Zurich, 1985 y Wikipedia

Pas d'économie au service de l'homme sans fondement éthique

Un manifeste de kontrapunkt*

par Mario von Cranach, Professeur émérite à l'Université de Berne; Peter Ulrich et Philippe Mastronardi, Professeurs à l'Université de St-Gall

hd. La crise financière actuelle ne surprend pas les observateurs attentifs, même si nombre de médias prétendent le contraire. Nous reproduisons ci-dessous le texte publié en mai dernier par le «Schweizer Rat für Wirtschafts- und Sozialpolitik» (Conseil suisse pour la politique sociale et économique). Un groupe d'économistes renommés venus de toute la Suisse y appelle à opter pour une économie durable et responsable reposant sur un fondement éthique, diamétralement opposée à la doctrine néolibérale dominante.[1] L'économie politique doit être au service de l'homme et non de l'enrichissement d'un petit nombre aux frais de la communauté. Une pratique économique sensée et légitime est fondée sur des valeurs et met des valeurs en acte. C'est la seule façon pour l'économie d'atteindre son but: créer de bonnes conditions de vie pour une société équitable et démocratique de libres citoyens. La décrédibilisation et la délégitimation de la finance exigent un changement de paradigme. Ce manifeste est un précieux outil pour entamer cette tâche urgente.

Points fondamentaux du Manifeste

En résumé, voici les points fondamentaux de notre Manifeste du 11 mai:

1. La doctrine actuellement dominante, connue du public sous le nom de «néolibérale», du «libre» marché capitaliste délie l'activité économique de toute obligation éthique autre que le respect de la légalité; elle propage et légitime une recherche illimitée et égoïste du profit. Beaucoup sont désormais acquis à ce comportement.
2. Les causes des trois grandes crises économiques et sociales actuelles (écologique, financière et alimentaire), ainsi que leurs effets, sont liés.
3. L'une de ces causes est à rechercher dans l'idéologie néolibérale; ses conséquences: peur, cupidité et amoralité ont contribué de façon non négligeable à leur déclenchement.
4. Le petit nombre qui a profité de ces crises en a retiré d'énormes bénéfices, maintenant privatisés; les énormes moyens qui sont et seront à l'avenir nécessaires pour maîtriser et atténuer leurs conséquences sont exigés de la communauté; ils sont «socialisés»
5. Nous fondant sur ces conclusions, nous invitons le monde politique et des sciences sociales, les groupements d'intérêts économiques et les entrepreneurs à reconnaître la nécessité d'un fondement éthique de l'agir économique et politico-économique et de prendre les mesures concrètes qu'il exige.

La foi dans le libre marché

A l'heure actuelle, l'organisation économique au niveau national et mondial repose largement sur l'idée qu'un marché «libre», c'est à dire comportant le moins possible de régulations, est le mieux à même de satisfaire les besoins économiques de l'humanité. Le souhait des investisseurs et des entreprises: maximiser leurs profits, devrait suffire à la régulation, sans y adjoindre d'autre contrainte sociale: «La seule responsabilité sociale d'une entreprise, c'est d'accroître ses profits», selon *Milton Friedman*, l'un des fondateurs de cette idolâtrie du marché. Déréguler, libéraliser, privatiser et réduire autant que faire se peut tout dirigisme social (le moins d'Etat possible), telles doivent être les lignes directrices de l'économie politique et la concurrence est chargée d'«optimiser» tous les processus et tous les résultats. Ce principe du marché doit s'étendre à un maximum de domaines sociaux. L'économie ne doit plus être un élément de la vie sociale; à l'inverse, c'est la société tout entière qui devient la simple résultante de processus économiques. Ou, en termes plus radicaux: «Il n'y a pas de société, il n'y a que des individus.» *(Margret Thatcher)*. La science et la pratique économiques, le monde politique et ses instances ont largement repris cette doctrine.

Une soif illimitée de profit entraîne l'absence de toute morale

Au cours des derniers mois, il s'est avéré plus clairement que jamais que cet absolutisme du marché, lorsqu'il devient le principe dominant de l'organisation économique, n'est pas seulement défaillant, mais porteur de graves dangers pour l'humanité et les sociétés et qu'il entraîne nombre d'acteurs économiques à des opérations hasardeuses, voire amorales ou même délictueuses. La concurrence n'est profitable à la société que si un cadre juridique clair lui assigne des limites respectueuses de l'être humain, de la société et de l'environnement. Sinon la recherche du profit peut très vite dégénérer en avidité sans bornes de bénéfices toujours plus élevés, ou en crainte de pertes. Cette avidité anéantit toute prudence et tout scrupule moral; la peur, elle, déclenche des réactions de panique capable de gagner en un éclair des groupes de plus en plus larges et d'entraîner à la catastrophe de vastes pans de l'économie. L'avidité et la peur ne sont donc pas des moteurs appropriés pour l'économie. Les bénéfices sont nécessaires à l'entreprise, mais ils ne doivent pas entrer seuls en ligne de compte. L'économie n'est pas une fin en soi; elle sert à créer de bonnes conditions de vie et une société équitable et démocratique de citoyens libres, celle où nous souhaitons vivre. Et même elle ne peut fonctionner de manière durable que sur la base des principes et valeurs qui fondent la société. En bref: Une pratique économique sensée et légitime est fondée sur des valeurs et met des valeurs en acte.

Heureusement la majorité des entrepreneurs de notre pays pensent toujours ainsi; mais il est temps que la science, la politique et les managers au service des «acteurs globaux» l'acceptent pleinement. Car les trois grandes crises interdépendantes de ces dernières années et de ces derniers mois (crises écologique, financière et alimentaire) sont aussi et avant tout des crises morales. Formulé autrement: ce qu'elles disent, c'est que nous avons perdu le sens de la hiérarchie éthique des choses.

Avec une totale absence de scrupules, on fait de l'argent avec la satisfaction de besoins humains élémentaires. Pour maximiser les profits, on foule aux pieds les principes éthiques fondamentaux ainsi que le respect des autres et l'on se dédouane des conséquences. Et la doctrine de la «main invisible» du marché, censée suffire à tout arranger, sert de justification idéologique.

Mais il n'existe pas de principe ni de système économique susceptible de faire aboutir au bien commun les ambitions égoïstes des acteurs économiques. C'est pourquoi il est absurde de vouloir résoudre tous les problèmes humanitaires, sociaux et écologiques uniquement en prêchant la répétition des vieilles recettes et en appelant à toujours plus de dérégulation du marché et de croissance. L'urgence actuelle, c'est bien plutôt de changer en profondeur notre mode de pensée.

Les crises actuelles sont au fond des crises morales

- *Exploitation illimitée de la nature*

La crise écologique, reconnue depuis longtemps et néanmoins trop souvent l'objet de marchandages politiques au service d'intérêts particuliers, est due au fond à une conception désormais indéfendable de l'exploitation des ressources naturelles. Mais elle ne peut être résolue que si tous les groupes sociaux et tous les pays se sentent solidaires et responsables du monde que nous laisserons après nous. Des mesures économiques telles que l'achat de «droits à polluer» dans les pays en développement peuvent avoir tout l'effet «d'incitation technique» qu'on veut, elles ne seront jamais suffisantes, car elles ne peuvent servir d'exemple, n'expriment pas la solidarité de la Suisse et donc n'encouragent pas les pays en développement à s'y associer.

Il faut donc y ajouter chez nous aussi une conscience écologique qui se traduise en actes dans tous les domaines de la vie.

- *Abus des marchés financiers*

La tendance à vivre à crédit répandue chez les gens modestes, surtout aux USA, («Consommez aujourd'hui, payez demain»), a été honteusement exploitée par des firmes immobilières et des organismes de crédit us américains irresponsables. Ceux-ci ont emballé les gros risques de défaillance des emprunteurs dans des «produits financiers» spéculatifs ingénieusement élaborés, qu'ils ont ensuite, avec l'aide d'agences de notations qui tiraient profit de l'affaire, vendus dans le monde entier à des investisseurs dupés – dont de grandes banques qui en ont acheté pour des milliards et des milliards. La légèreté, indigne de professionnels, avec laquelle ils ont accepté de prendre d'aussi énormes risques ne peut guère s'expliquer que par l'avidité de banquiers d'investissement et de managers fonctionnant au bonus, couplée à l'échec des procédures de contrôle. Pour finir, l'éclatement, depuis longtemps prévisible, de la «bulle immobilière» aux USA et la crainte de lourdes pertes qu'elle a provoquée au sein des institutions financières ont déclenché la crise des subprimes, dont les conséquences demeurent encore incalculables. Cette grave crise a mis au jour quelques faits scandaleux. Une fois encore les pertes des grandes banques (y compris chez nous) ont été directement ou indirectement socialisées pour éviter l'effondrement du système économique mondial, après privatisation préalable des profits gigantesques réalisés au moyen de ces affaires risquées. En outre, on voit d'une part des centaines de milliers de gens perdre leur logement et des dizaines de milliers leur travail, et d'innombrables citoyens honnêtes ne plus savoir comment survivre, tandis que d'autre part quelques «hedge funds» (fonds spéculatifs) ont gagné des milliards grâce à la crise. Des sociétés qui permettent cela sont des sociétés malades; elles n'ont plus ni sens du collectif ni ciment social. En général des conséquences révélatrices ne tardent pas à se manifester: irrespect croissant de la propriété privée, perte du respect «citoyen» entre couches sociales qui s'éloignent les unes des autres, et en corollaire augmentation de la délinquance, troubles sociaux … Des commissions nationales et internationales travaillent en ce moment à des réglementations destinées à empêcher le retour de pareilles crises, et c'est bien. Mais les réglementations aussi ont besoin d'un fondement éthique, elles doivent s'appuyer sur des valeurs bien ancrées dans la communauté sociale, et si celles-ci n'existent pas, elles seront tôt ou tard contournées et désamorcées. Les amendes ne servent à rien, quand elles sont compensées par l'espoir de gains supérieurs. Quant aux codes de bonne conduite chers au cœur des partisans du libéralisme économique, ils n'engagent que ceux qui sont déjà prêts à bien faire.

- *Spéculer sur les moyens de subsistance d'autrui*

Et nous en arrivons à la troisième crise grave, la crise alimentaire, apparemment surgie du néant. Au cours des derniers mois, les prix du blé, du riz et du soja ont augmenté, parfois jusqu'à doubler, et dans de nombreux pays en développement la grande majorité de la population peine à assurer sa subsistance. Les causes en sont une politique agricole et de développement erronée, des catastrophes naturelles, la production d'agrocarburants et pour finir la spéculation sur les denrées alimentaires. Les causes de cette désastreuse évolution sont une fois de plus à rechercher dans l'avidité sans bornes des firmes agroalimentaires mondialisées, soutenues par les pays riches et leur politique orientée vers les intérêts de leur propre économie d'import-export, qui ne comprennent ni ne soupçonnent l'importance, dans les pays peu développés, des agricultures locales de subsistance, moins productives, mais aussi moins sensibles aux variations des prix du marché mondial. Beaucoup de paysans paupérisés ont émigré vers les villes où, ne trouvant pas de travail, ils peuplent désormais les bidonvilles.

Les interactions sont à coup sûr trop complexes pour être exposées ici. Par exemple la concurrence pour accéder aux denrées alimentaires s'accroît du fait de la demande croissante de viande dans des pays tels que l'Inde où la Chine, où l'élevage exige de ce

Suite page 7

[1] Le manifeste de *kontrapunkt* a été publié le 11 mai 2008 et se trouve sur *www.rat-kontrapunkt.ch*. Sur le même site on trouve la prise de position cynique et arrogante d'*Avenir Suisse, le think tank suisse* fondé et financé par la haute finance. Les économistes la réfutent avec objectivité.

* *kontrapunkt*, le «Schweizer Rat für Wirtschafts- und Sozialpolitik» (Conseil suisse pour la politique sociale et économique), qui compte actuellement 22 membres a été formé à l'initiative du «Netzwerk für sozial verantwortliche Wirtschaft» (Réseau pour la responsabilité sociale dans l'économie). Ce groupe cherche à approfondir le débat politique public, souvent insatisfaisant et très orienté, au moyen de contributions interdisciplinaires reposant sur des bases scientifiques. *kontrapunkt* voudrait ainsi mettre en lumière des aspects souvent ignorés et apporter de l'objectivité dans le débat. Ce texte a été signé par les membres suivants de *kontrapunkt*: Prof. Dr. Gabrielle Antille Gaillard, économiste, Université de Genève; Prof. Dr. Klaus Armingeon, politologue, Université de Berne; Prof. Beat Bürgenmeier, Université de Genève; Prof. Dr. Jean-Daniel Delley, politologue, Université de Genève; Gret Haller, Dr. en droit, Université de Francfort sur le Main; Prof. Dr. Hanspeter Kriesi, politologue, Université de Zurich; Prof. Dr. Franz Schultheis, sociologue, Université de St. Gall; Prof. em. Dr. Peter Tschopp, économiste politique, Université de Genève; Prof. Dr. Karl Weber, sociologue, Université de Berne; Daniel Wiener, MAS-Kulturmanager, Bâle; Prof. em. Dr. Hans Würgler, économiste politique, EPFZ.

Contact: Geschäftsstelle kontrapunkt, c/o ecos, Elisabethenstr. 22, 4051 Basel, Daniel Wiener, Tel. +41 61 205 10 10; *www.rat-kontrapunkt.ch*; mail: *info@rat-kontrapunkt.ch*

Outre les membres de *kontrapunkt*, notre manifeste a été signé par les professeurs des universités suisses de sciences humaines et sociales suivants: Prof. Alsaker Françoise, Université de Berne; Prof. Back Andrea, Université de St. Gall; Prof. Becchi Paolo, Université de Lucerne; Prof. em. Beck Eugen Alexander, Université de Berne; Prof. Bortis Heinrich, Université de Fribourg; Prof. Cattacin Sandro, Université de Genève; Prof. Dachler Peter, Université de Genève; Prof. Fahrni Fritz, ETH Zurich; Prof. Gerhard Anselm, Université de Berne; Prof. Guski Andreas, Université de Bâlel; Prof. Hänggi Yves, Université de Zurich; Prof. Hirsig René, Université de Zurich; Prof. Hunkeler Thomas, Université de Fribourg; Prof. Jonas Klaus, Université de Zurich; Dr. Klapproth Danièle, Université de Bâle; Prof. Kollmar-Paulenz Karénina, Université de Berne; Prof. Korenjak Martin, Université de Berne; Prof. Krüger Oliver, Université de Fribourg; Prof. Loosli-Buschor Andrea, Université de Fribourg; Prof. Mäder Ueli, Université de Bâle; Prof. Maercker Andreas, Université de Zurich; Prof. Manzotti Emilio, Université de Genève; Prof. Mariaux Pierre Alain, Université de Neuchâtel; Prof. Marti Urs, Université de Zurich; Prof. Mathieu Jon, Université de Genève; Prof. Mattioli Aram, Université de Lucerne; Prof. Moretti Bruno, Université de Berne; Prof. Müller Markus, Université de Berne; Prof. Reichenbach Roland, Université de Bâle; Prof. Robinson Alan, Université de St. Gall; Prof. Schnell Rüdiger, Université de Bâle; Prof. Sczesny Sabine, Université de Berne; Prof. Solèr Clau, Université de Genève; Prof. Tanner Carmen, Université de Zurich; Dr. Thielemann Ulrich, Université de St. Gall; Prof. Varone Frédéric, Université de Genève; Prof. Winiger Bénédict, Université de Genève; Prof. Wunderer Rolf, Université de St. Gall (16/05/08)

L'utilisation des jeux électroniques violents constitue le plus important facteur de risque de criminalité violente

Trois scientifiques allemands sonnent l'alarme

par Rudolf Hänsel

Le 20 novembre, à l'Université pour les sciences appliquées à Munich, en coopération avec la Ludwig-Maximilian-Universität à Munich, aura lieu un congrès international sur le thème de «Jeux informatiques et violence». Des chercheurs en médias d'Allemagne et des Etats-Unis présenteront quatre nouvelles études sur le long terme, qui prouvent que la consommation de violence par les jeux informatiques est la cause de changements de la personnalité et de violence réelle. Les résultats essentiels de l'étude allemande sur le long terme «Media Violence and Youth Violence – a 2-Year Longitudinal Study» de Hopf, Huber et Weiss sont alarmants, elle a été publiée dans la revue spécialisée renommée «Journal of Media Psychology»[1] et sera présentée pour la première fois lors de ce congrès.

C'est la première fois que des scientifiques allemands ont étudié pendant un laps de temps de deux ans les effets de la consommation de médias violents sur des enfants et des adolescents. Résultat effrayant: la violence à l'école d'adolescents de quatorze ans est influencée le plus par la consommation de films d'horreurs et de violence en bas âge. La criminalité violente des jeunes de quatorze ans, comme par exemple coups et blessures graves, vandalisme ou casse d'automates, est influencée surtout par des jeux informatiques contenant des scènes violentes.

Les scientifiques résument le résultat du sondage de 653 élèves d'école secondaire élémentaire bavarois: «Plus les élèves regardent pendant leur enfance (6–10 ans) des films d'horreur et de violence, et passent le temps avec des jeux électroniques contenant de la violence en début d'adolescence, plus la violence à l'école et la criminalité violente à l'âge de 14 ans sont élevées.» (Abstract, p. 79) Comme les études sur le long terme peuvent prouver les causes et n'en démontrent pas seulement les conséquences, les effets causés par des jeux vidéos violents, niés jusqu'à présent, sont maintenant confirmés par cette nouvelle étude de *Hopf/Huber/Weiss.*

> «Plus les élèves regardent pendant leur enfance (6–10 ans) des films d'horreur et de violence et passent le temps avec des jeux électroniques contenant de la violence en début d'adolescence, plus la violence à l'école et la criminalité de violence à l'âge de 14 ans sont élevées.» (Abstract, p. 79)

> «Les dommages psychiques et sociaux par la consommation de médias violents sur beaucoup d'enfants et d'adolescents représentent un grand danger pour la société.»

Les jeux informatiques encouragent aussi la naissance de la haine

Un autre résultat central de l'étude est le suivant: les jeux informatiques et les films d'horreur encouragent le développement de haine, de colère et de vengeance chez les enfants et les adolescents. Ces changements de la personnalité commencent déjà à l'école primaire. La haine et la vengeance sont les principales causes émotionnelles des coups et blessures brutaux, des massacres à l'école et de la violence quotidienne des jeunes. L'étude montre que les enfants et les adolescents apprennent des émotions agressives à travers la violence dans les médias, qui en retour créent en eux des sentiments de force et de supériorité. L'étude a aussi pu démontrer qu'une forte consommation de médias violents a des effets négatifs sur les notes en anglais et en allemand.

Un danger élevé pour la société

Les résultats de l'étude ont suffi à Hopf/Huber/Weiss pour déclencher l'alarme: «Les dommages psychiques et sociaux par la consommation de médias violents sur beaucoup d'enfants et d'adolescents représentent un grand danger pour la société.» Ce constat n'est pas vraiment nouveau, mais d'après l'avis des scientifiques, des mesures politiques effectives pour endiguer le danger n'ont pas été prises par le passé. Au contraire, la consommation de la violence à travers les médias a été livrée au marché libre et avec cela à l'industrie des médias. Celle-ci pousse les jeunes de plus en plus dans un bas-fond de dépendance, d'échec scolaire et de criminalité de violence tout en profitant de cette misère. Ainsi les producteurs de jeux informatiques ont annoncé pour la *Games Convention* (Foire aux jeux) à Leipzig en août de cette année «de toutes nouvelles dimensions pour la création optique et dramaturgique et le guidage de jeux de tous genres» avec la soi-disant «technologie Deep-3D, prometteuse». Et dans une étude de la société d'experts comptable et de consulting *PricewaterhouseCoopers,* la croissance annuelle du marché des jeux informatiques est pronostiquée en Allemagne jusqu'en 2012 à raison de 10,5% sur alors 4,1 milliards de dollars.

Des interdictions seraient une protection efficace

Comment réduire ou empêcher les effets de la violence des médias sur les enfants et adolescents? A cette question les trois scientifiques répondent ceci (p. 93): en Allemagne, au niveau politique, une interdiction de jeux informatiques extrêmement violents («jeux de tueur») est depuis longtemps exigée. Dans le domaine des drogues, de la pornographie ou des armes, des interdictions acceptées par la société existent déjà. Quant à la violence dans les médias par contre, les adversaires politiques et pédagogiques d'une interdiction n'arrêtent pas de prétendre que de telles mesures n'auraient pas d'effet, bien qu'il soit prouvé dans d'autres domaines de la société que par des interdictions il n'y ait pas de protection complète mais tout de même effective. En plus, les adversaires de l'interdiction demandent depuis les années 1990

l'enseignement de compétences médiatiques pour les enfants et adolescents; ce sont les écoles et les familles qui devraient le faire. Tandis que, d'après les scientifiques, environ 30 à 40% des familles en Allemagne se comportent de façon responsable en réglant et réduisant la consommation de médias de leurs enfants, il n'y a pas d'éducation médiatique dans environ 40 à 60% des familles, pour une raison ou une autre. Ces parents ne sont pas atteignables, ni par les appels publics ni par des mesures de pédagogie médiatique. Jusqu'à présent, la nature illusionniste de ce concept pour la pratique de la protection de la jeunesse à travers la compétence médiatique, en vue de millions d'enfants et adolescents concernés, n'est pas encore arrivée dans la conscience publique. Mais tant que des mesures politiques efficaces ne sont pas prises et tant que la responsabilité est renvoyée aux parents et aux écoles, les dommages psychologiques et sociaux sur les enfants et adolescents, causés par la consommation de violence dans les médias, représentent un danger sérieux pour la société.

Le congrès international de médias à Munich s'adresse aux parents, aux enseignants, aux étudiants, aux scientifiques et aux hommes politiques, et il s'est donné comme objectif d'opposer à la désinformation ciblée de nouveaux résultats de recherche sur les effets des médias, ainsi que d'en déduire des conséquences autant politiques que pédagogiques. On souhaite beaucoup de succès aux organisateurs. •

[1] Werner H. Hopf (Conseiller scolaire en Haute-Bavière orientale); Günter L. Huber (Université de Tübingen; Rudolf H. Wiss (Oberschulamt Stuttgart) in: *Journal of Media Psychology* 2008; Vol. 20 (3): 79–96
© 2008 Hogrefe & Huber Publishers

Invitation

Les jeux informatiques se distinguent d'après leur contenu et leur mode de représentation. Les jeux d'action sont incroyablement rapides et fixent le joueur sur des excès de tuerie virtuelle et des orgies de violence qui vont à l'encontre d'un développement sensible et humain de la personnalité chez les enfants et adolescents. L'abrutissement n'est qu'un des effets de la violence dans les jeux informatiques. En même temps, des milieux intéressés en politique, en économie et en science prétendent que la recherche sur les effets n'aurait donné aucun résultat ou bien des résultats contradictoires, et qu'il n'y aurait pas d'effets de la violence virtuelle sur le comportement des enfants et adolescents.

Le congrès sur les médias du 20 novembre prochain veut opposer à cette désinformation ciblée de nouveaux résultats de recherche sur les effets des médias et en tirer des conséquences pédagogiques et politiques. Des chercheurs sur les médias des USA et d'Allemagne présenteront quatre nouvelles études sur le long terme qui prouvent que la consommation de violence par les jeux informatiques est la cause de changements de la personnalité et de violence réelle.

Le congrès sur les médias «Jeux informatiques et violence» est une coopération de l'*Université de Munich* et de la *Ludwig-Maximilians-Universität à Munich* et s'adresse aux parents, enseignants, étudiants, scientifiques et hommes politiques.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Cette île est un paradis. Devrais-je disparaître un jour, vous me trouverez à ... Cuba.»[1]

par Vera Ziroff Gut, Kilchberg

L'Assemblée générale des Nations Unies adoptera prochainement, pour la 17e fois, une résolution condamnant l'embargo inhumain auquel les Etats-Unis soumettent Cuba. L'an passé, une majorité écrasante des Etats membres s'est prononcée pour la cessation des hostilités commerciales empêchant Cuba, qui souffre fortement des ouragans, d'acheter des médicaments et des matériaux de construction. Cette situation nous donne l'occasion d'évoquer la vieille ville de La Havane et ses projets d'aide à l'autosoutien.

«Une bonne partie de l'identité de Cuba est liée à la vieille ville de La Havane. L'urbanisme et l'architecture en sont les témoins les plus fidèles; l'histoire du pays s'y reflète. Dès 1982, l'UNESCO a soutenu la constitution d'une infrastructure destinée à la rénovation et lancé une campagne qui montre combien la conservation de ce patrimoine culturel est importante pour l'humanité. Dans le mélange d'espace, de forme, de couleur, de texture et de goût qu'elle accomplit, la vieille ville de La Havane est le témoin le plus impressionnant de la population cubaine.» (Hernan Crespo Toral, ancien directeur du secteur de la culture de l'UNESCO)

La Havane passe pour la plus belle ville du Nouveau Monde. Si les fastes des XIXe et XXe siècles ont disparu, le charme et la beauté de la ville ainsi que l'ouverture d'esprit et l'amabilité de ses habitants ont subsisté. Même si quelques façades s'effritent encore, les bidonvilles des faubourgs, l'amère pauvreté et la faim ont disparu depuis longtemps après la révolution de 1959.

La vieille ville de La Havane, témoin le plus expressif de la population cubaine

La Havane est haute en couleurs et riche en formes. La culture et l'architecture de la ville ont été marquées par l'influence de plusieurs pays. Pendant 400 ans, les conquérants venus d'Espagne ont déterminé l'implantation, la forme en grille de la cité, ainsi que ses caractéristiques architecturales. De nombreux monuments historiques, des églises et couvents baroques, des palais

La Havane, Calle Cuba, Cuarteles. (photo Ch. O.)

néo-classiques, des allées et des places garnies de sculptures rappellent cette époque. Depuis le XVIIe siècle, 100 000 Africains ont été emmenés dans ce pays; par leurs coloris et leur musique, ils ont façonné l'aspect de la ville actuelle. En 1902, la Déclaration de prétendue indépendance a valu au pays les Américains, occupants secrets, avec leur Nouvelle Objectivité, leurs gratte-ciel, leurs banques et leurs affaires, leurs bars et bordels. Après leur retrait en 1959, les familles aux nombreux enfants y ont trouvé un logis. Les Cubains conduisent encore aujourd'hui les «calèches» abandonnées à la fin des années cinquante.

Jadis, La Havane devait son développement et sa richesse à sa proximité de la mer et à son port naturel. Aux XVIIe et XVIIIe siècles, c'était un des grands centres d'armement. C'était le lieu de transbordement de la flotte espagnole qui, après avoir pillé les mines d'argent des colonies, entamait son retour vers l'Espagne. A l'époque des plantages de cannes à sucre, La Havane est devenue la principale place de transbordement des marchés d'esclaves de Cuba et du milieu de l'Amérique d'une part, de l'exportation de sucre d'autre part.

Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, toute la surface, soit 2,4 km², de la ville bien fortifiée a été couverte de maisons proches les unes des autres. La classe supérieure espagnole occupait des bâtiments de deux étages situés au nord. Au sud, près du port, les classes inférieures se sont installées. Suivant la mode espagnole, les logements se groupent encore aujourd'hui autour d'un patio tranquille et verdoyant, centre de la vie familiale, et s'ouvrent sur la rue animée par des arcades qui protègent du soleil. Déjà avant le démantèlement de la ville au XIXe siècle, la classe supérieure s'est retirée du centre, étroit et surpeuplé, pour s'installer, *devant la ville,* dans le *quartier des villas* élégant et parsemé de verdure, faisant de ses palais et logements des objets de rendement. Les lieux où une famille avait résidé auparavant ont fait place à une maison de plusieurs familles, toute une famille s'installant souvent dans une seule chambre de maître. Les rez-de-chaussée ont été consacrés à des entrepôts et ateliers. L'excès d'utilisation et le délabrement de la construction ancienne ont commencé. Tandis que la situation économique de la vieille ville s'affaiblissait, des quartiers tout nouveaux se sont développés au XXe siècle à l'instar des Etats-Unis. Afin de faire face à la pénurie de logements et de résorber les bidonvilles des faubourgs, l'accent a été mis tout d'abord, même après la révolution, sur les constructions nouvelles hors du centre. De plus, les maisons sont devenues propriétés de l'Etat après 1959, lorsque leurs tenants ne pouvaient pas prouver qu'ils avaient payé un loyer pendant vingt ans. Ainsi, la construction de la vieille ville dans son état colonial du XVIe au XIXe siècle a certes été conservée, mais elle est aujourd'hui menacée d'effondrement. Sociologiquement, il s'agit d'un quartier intact, vivant et actif, où logement, travail et loisirs se mêlent étroitement.

1982 – La vieille ville de La Havane, patrimoine culturel mondial de l'humanité

A la fin des années septante, les autorités ont lancé une campagne pour faire connaître à la population la valeur du centre historique de la ville. *Fidel Castro* a proposé de recourir à des «microbrigadista», volontaires de la construction libérés de leur poste de travail, qui aident à mettre en état leur logement à «leur» chantier pendant quelques mois, en percevant un salaire inchangé. De 1981 à 1991, les plans quinquennaux ont permis de procéder à la restauration à raison de USD 6 millions par an. Un soutien important s'est révélé la déclaration de l'UNESCO, en 1982, proclamant la partie la plus précieuse de La Havane, sa vieille ville, patrimoine culturel mondial de l'humanité, et la mettant sous protection.

Dès lors, les travaux ont avancé à pas de géant. En collaboration avec des autorités espagnoles, un plan à long terme a été rédigé, qui analyse les problèmes de la vieille ville et recherche des solutions sur les plans technique, économique et humain. Des écoles et des ateliers d'artisans ont dû être ouverts de manière à enseigner de nouveau les vieux métiers de plâtrier, de stucateur, de menuisier et

Suite page 8

«Pas d'économie au service de ...»
suite de la page 5

fait plus de céréales. De plus les périodes de sécheresse ou les inondations, sans doute en partie d'origine économique, ont aggravé cet état de choses. Un nouveau facteur est venu s'y ajouter tout récemment: la fabrication de carburants à partir de plantes vivrières, qui a détourné de vastes surfaces agricoles au profit du biodiesel et réduit d'autant la production vivrière. (Les énormes quantités d'eau qu'exige la fabrication des agrocarburants contribuent parallèlement à la survenue prochaine de la crise de l'eau potable). Les déplacements des riches seraient-ils plus importants que la faim des pauvres? Cette tendance est moralement inacceptable et de surcroît dangereuse. De nombreux gouvernements l'ont admis et ont posé des conditions à la production et à la vente des biocarburants.

Mais il y a plus, car l'amoralité de la course au profit revêt des aspects que l'on peut nommer délictueux: des spéculateurs, parmi lesquels même des «hedge funds» et des investisseurs institutionnels tels que les caisses de retraite se sont détournés des marchés financiers qui ne leur offrent pour l'instant pas de perspectives de gains suffisantes pour se précipiter sur le marché des denrées alimentaires. Selon les professionnels, la part de spéculation pure dans le chiffre d'affaires des bourses de denrées atteindrait actuellement (avril 2008) de 50 à 70% pour le cacao et le café, par exemple, et 40% pour le blé. L'augmentation de prix qui en résulte provoque des émeutes de la faim et menace de faire régresser de plusieurs années le développement de certains pays. Spéculer sur les denrées alimentaires dans le simple but de faire des profits est à proprement parler un crime contre l'humanité et devrait être puni en conséquence.

Nous tous allons maintenant payer via des contributions nationales et/ou internationales ou le financement d'organismes caritatifs pour atténuer les pires conséquences. Dans ce domaine aussi les profits seront privatisés et les pertes socialisées.

Donc: En l'absence d'une éthique, l'économie s'autodétruit

Cet état de choses inquiète beaucoup de nos concitoyens. Mais s'inquiéter ne suffit pas. Quelles conclusions devons-nous tirer de ces évolutions? Pour nous, rédacteurs ou signataires de ce manifeste, la réponse est claire:

Il s'agit de reconnaître enfin que toute économie au service de la vie exige des fondements moraux. Sans carotte et bâton bien choisis, autrement dit si la politique n'établit pas de cadre et de limites adéquats, jamais le marché n'offrira à tous une vie digne d'un être humain et des chances équitables. Si au lieu de cela l'économie dégénère en combat de tous contre tous (et en droit du plus fort), elle détruit les fondements mêmes de sa légitimité et de la confiance qu'on lui accorde – et donc les citoyens perdront le goût de la coopération ainsi que le sens de la solidarité. L'économie de marché et la concurrence ne sont pas une fin, mais un moyen au service du bien commun, ce qui exige du fairplay et un minimum de justice sociale. Une culture économique au sein de laquelle l'égoïsme supplante la justice produira inévitablement de graves crises à répétition. Ce que nous vivons aujourd'hui n'est rien d'autre que les symptômes de cette autodestruction économique et sociale.

Notre appel

Nous sommes tous responsables, mais ceux à qui nous adressons cet appel plus encore que les autres.

Nous appelons les sciences économiques et leurs représentants à reconnaître l'importance des principes éthiques de la civilisation comme fondements de processus économiques au service de la société, de leur accorder systématiquement une place dans les modèles économiques aussi bien théoriques que politiques qu'ils proposent et de les transmettre aux étudiants de la branche. «Davantage de marché» ne doit plus passer pour un précepte incontestable dans sa totalité; les chances et les avantages, mais aussi les risques et les inconvénients qu'offre le principe du libre marché doivent être exposés sans parti pris (par exemple le ralentissement des processus boursiers ou les possibilités d'empêcher des spéculations nuisibles pour le corps social ainsi que d'autres problèmes encore liés à la crise actuelle). Nous appelons les groupements d'intérêts économiques à prendre en compte dans leurs politiques les fondements éthiques de l'action économique et le bien public au lieu de se limiter à leurs intérêts particuliers, et de proposer à leurs membres des attitudes qui vont dans ce sens. C'est le seul moyen pour eux de regagner aussi la crédibilité qu'ils ont perdue dans de larges couches de la population (que l'on pense à l'attitude ouvertement partiale de certains d'entre eux au sujet des importations parallèles**).

Nous appelons les gouvernements au niveau fédéral et cantonal à adosser leur action à des principes d'éthique économique solides, de répondre honnêtement aux demandes justifiées d'Etats ou de régions économiques «amis» (problèmes liés à la fiscalité) et, lorsqu'ils prennent des décisions de politique économique, d'accorder au bien commun, y compris au niveau mondial, l'attention qu'il mérite (songeons à la politique agricole); de s'engager à l'échelon national et international pour imposer aux organisations internationales (par exemple l'OMC) le respect des principes éthiques et une meilleure coordination (par exemple entre l'OMC et l'OIT, la FAO et l'OMS) et d'œuvrer pour que toute action antisociale (par exemple la spéculation sur les denrées alimentaires) soit mise à l'index et poursuivie par la communauté internationale.

Bien sûr, nos exigences ne rendent pas l'action plus facile et nous le savons. Mais ce ne sont pas les réflexions éthiques qui créent des situations conflictuelles! Elles se contentent de nous faire prendre conscience que l'agir économique est au centre des conflits de valeurs et d'intérêts sociaux – rien que de très normal. Et ce sont elles qui nous permettent d'agir raisonnablement face à ces conflits. Quel autre moyen auraient les citoyens adultes d'une société moderne, libre et démocratique de les résoudre à l'amiable et «durablement»? Nous sommes convaincus qu'une économie de marché disposant de solides fondements éthiques, respectueuse de l'homme, de la société et de l'environnement est la plus performante à moyen et long terme, y compris dans un cadre mondialisé. •

Traduit par *Michèle Mialane,* révisé par *Fausto Giudice, www.tlaxcala.es*

** Importations parallèles: contrefaçon légale de produits dits gris [NdT]

«Cette île est un paradis. ...»
suite de la page 7

de peintre notamment. En collaboration avec l'Office fédéral autrichien des monuments et d'après son modèle, des méthodes de reconstruction et de conservation ont été développées, l'origine et la composition des différentes couleurs étudiées. On a découvert que le bleu de La Havane provenait des Mayas du Mexique. Sur les 1000 édifices classés monuments historiques, quelque 100 ont été restaurés.

La crise économique des années nonante a provoqué un fort recul. Après l'écroulement de l'Union soviétique, qui avait soutenu Cuba en prenant des contre-mesures (achats de sucre à des prix supérieurs et livraisons de pétrole à un tarif préférentiel) lors du boycott intense décrété par les Etats-Unis, l'île a subi une grave crise économique, qui perdure. Jusqu'à maintenant, l'Occident prétendument libre mené par les Etats-Unis n'est pas disposé à soutenir Cuba, qui se permet depuis 50 ans de choisir son chemin politique. Les Etats-Unis n'ont même pas accepté de lever passagèrement le blocus pour que Cuba puisse acheter des matériaux de construction afin de réparer les dommages causés par le dernier ouragan. Bien au contraire: depuis 2007, ils ont même resserré leur blocus et, de surcroît, leurs autorités ont commencé à perturber la fréquence des liaisons Internet avec Cuba.[2]

Le bureau de l'historien de la ville

Dans cette situation, *Eusebio Leal Spengler,* historien de la ville et conservateur de son patrimoine culturel depuis 40 ans, a réalisé un grand travail. L'autorité qu'il préside s'efforce avec conviction de résorber la pénurie d'approvisionnement et le manque de moyens nécessités par la rénovation urbaine. Ses compétences ont été fortement élargies et l'effectif de ses collaborateurs est passé de huit à 9000 personnes. Son bureau est devenu une sorte de régie de l'Etat axée sur l'économie de marché. Il groupe 17 entreprises qui opèrent dans les secteurs de la construction, des meubles, de l'immobilier, des écoles, de l'emploi, de l'hôtellerie et des services sociaux. En outre, il a été autorisé à percevoir des impôts sur des entreprises commerciales. Les bénéfices générés par les entreprises sont affectés à la rénovation de la vieille ville (45% à des projets commerciaux générateurs de bénéfice, 35% à des projets sociaux tels que la modernisation de logements, 20% à d'autres secteurs). Tout d'abord, 36 musées, églises et palais intéressant les touristes ont été rénovés et, partiellement, transformés en hôtels et restaurants. La Plazza Vieja joue un rôle de modèle à cet égard. «L'une à côté des autres se trouvent une école, des institutions culturelles, un hôtel avec restaurant, des bâtiments rénovés avec arts et métiers au rez-de-chaussée et logements rénovés complètement aux étages supérieurs, que les anciens habitants ont réintégrés.»[3] Par sa propre émission de télévision, l'historien fait partager aux habitants son admiration du charme de la ville. Le propre émetteur radio traite chaque jour de questions importantes en matière d'écologie, de protection de l'environnement, d'art, de littérature, d'histoire et de politique. Une revue culturelle bien conçue s'occupe de ces questions. Ces dix dernières années, un bénéfice de USD 150 millions a été généré et réinvesti.

Cette autorité a acquis une réputation internationale, si bien que des échanges scientifiques et culturels s'effectuent avec des universités du monde entier. Ainsi, les facultés d'architecture de l'Université technique de Vienne et de l'Université nationale de Colombie ont élaboré des scénarios des perspectives de développement urbain. La Haute école spécialisée de Cologne participe au développement d'un plan à long terme consacré à la baie de la Havane, l'Université de Brême, à un projet de recherche sur la protection des eaux de la côte cubaine. En Suisse, plusieurs établissements universitaires (EPFZ, EPFL, UZH et Haute école de Rapperswil) élaborent des projets de recherche avec La Havane. *ICOMOS Suisse,* comité suisse du Conseil international des monuments et des sites, a formé, en coopération avec la Haute école spécialisée de Berne, des artisans locaux, experts cubains dans l'usage du mortier mural et du crépi historiques, de la technologie de la chaux et de la restauration de calcaire psammitique. La DDC, autorité suisse d'aide au développement, élabore à La Havane un programme particulier depuis l'automne 2000. Soutenu par la DDC, le projet visant à fabriquer des matériaux de construction écologiques a été couronné du «World Habitat Award» 2007. Les matériaux de construction industrielle étant denrée rare à Cuba, l'institut de recherche CIDEM de l'Université de Las Villas a développé, à partir de la cendre volcanique disponible sur place, un matériau de construction pour lequel des déchets de construction peuvent aussi être utilisés. Pour la construction de tuiles, une fibre-ciment a été développée, pour laquelle on utilise des fibres de bambou qui en réduisent le poids et en accroissent la capacité de résistance.[4]

La Havane, «Calle Aguiar 68», projet d'aide à l'autosoutien. (photo Ch. O.)

Calle Aguiar 68

Les habitants de La Havane n'ont pas encore eu souvent l'occasion d'emménager dans un logement rénové, car les bâtiments publics ont souvent priorité sur les rénovations complètes, qui sont chères. Sur les plus de 23 000 logements, la moitié est en mauvais état, plus de 20% n'ont ni salle de bain ni WC, seuls 10% ont été rénovés. Or trois bâtiments s'effondrent chaque jour en moyenne; 17 000 personnes ont déjà dû être évacuées.

A fin avril 2006, huit familles qui avaient habité pendant 14 ans dans des abris de secours ont réintégré leurs logements rénovés de la Calle Aguiar 68. Erigé en 1880 pour un médecin aux environs de l'entrée du port, le bâtiment avait été agrandi à plusieurs reprises d'un étage, transformé en 1943 en objet de rendement par la construction de cuisines et de cloisons supplémentaires et s'était effondré en 1992 à la suite de ce surremploi. Les habitants avaient été évacués.

En mai 2006, le projet pilote *Calle Aguiar 68,* que *Christian Oberholzer,* architecte à Zurich, a élaboré et dont il a assuré le suivi a été inauguré en présence de l'ambassadeur de Suisse à Cuba et remis à ses habitants. «La joie des habitants était grande», rapporte l'architecte, qui a investi les loisirs de 11 ans dans ce projet, «car les logements spacieux et clairs ne seraient pas devenus si vite réalité sans notre initiative.»[5] Lors de son premier séjour de travail dans le bureau de planification de l'historien de la ville, en 1995, Christian Oberholzer avait rendu visite aux habitants dans leurs abris de fortune et décidé de les aider. Dans le plan à long terme de la ville, *Calle Aguiar 68* figurait comme projet pilote d'«aide à l'autosoutien». Il devait donner de précieuses informations sur la possibilité de faire participer les habitants à la planification et à l'exécution des travaux de rénovation. «Lors de ces travaux, qui ont commencé en 2001, les gens n'ont jamais constitué le problème», relève Christian Oberholzer; «en raison de pénuries de financement et de matériaux de construction, les travaux ont dû toutefois être interrompus sans cesse.» Pendant la première étape, l'architecte a collecté un capital initial de CHF 50 000, qui lui a permis d'obtenir un crédit de financement plus important dans une banque cubaine. *Caritas Suisse* et la DDC ont fourni la moitié du montant, complété par les dons de particuliers. Depuis 2004, l'association suisse «Calle Aguiar, Cuba» soutient le projet. Elle s'est fixée comme objectif de recueillir des dons à concurrence des USD 100 000 qui manquent pour financer des charges totales se chiffrant à USD 210 000. Par sa rénovation, l'architecte a voué toute son attention au maintien de la structure de la construction avec vestibule, cour intérieure, galerie et a rendu la maison mieux habitable en l'adaptant aux besoins des huit familles y vivant à l'origine. Au rez-de-chaussée, une salle commune, le logement du concierge et une salle de soins médicaux (à Cuba, on compte un médecin pour 50 habitants) ont été aménagés de surcroît. «Nous sommes conscients», note l'architecte, qui travaille déjà à un autre projet, à savoir une maison transitoire pour familles évacuées, «que notre contribution ne peut être qu'une goutte d'eau sur une pierre brûlante en raison des besoins considérables, mais notre projet a amélioré les conditions de vie de plus de 40 personnes. Nous considérons le sourire heureux des habitants comme la reconnaissance de nos efforts; il nous remplit de satisfaction, et le succès nous incite à envisager de nouveaux projets.» •

---

1 Garcia Lorca, Lettre à ses parents, 1930

2 163 pays sont lésés par le blocus. Depuis l'an passé, les Etats-Unis ont amplifié leurs hostilités commerciales contre Cuba, comme le révèle un entretien accordé le 17 octobre 2008 par Gerardo Peñalver Portal, ambassadeur de Cuba en Allemagne, *www.uni-kassel.de/fb5/frieden/themen/Embargo/Welcome.html*

3 Eusebio Leal Spengler. La Habana Vieja. Dans: Bauwelt n°12, 2004, p. 24

4 Voir le communiqué de presse de la DDC du 9 août 2007

5 Entretien de l'auteur avec l'architecte Christian Oberholzer le 14 octobre 2008

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

❏ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich